

CONSEIL COMMUNAL DU 18 NOVEMBRE 2024  
GEMEENTERAAD VAN 18 NOVEMBER 2024[NOTES EXPLICATIVES COMPLÉMENTAIRES](#)  
[AANVULLENDE TOELICHTINGSNOTA](#)

Ouverture de la séance à 20:00  
Opening van de zitting om 20:00

[SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING](#)**Secrétariat - Secretariaat****1 Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 21.10.2024**

Les procès-verbaux des séances précitées, mis à disposition des membres du Conseil communal conformément aux dispositions de la Nouvelle loi communale et du Règlement d'ordre intérieur.

**Proces-verbaal van de zitting van de Gemeenteraad van 21.10.2024**

Het proces-verbaal van de voormelde zittingen, ter beschikking gesteld van de gemeenteraadsleden conform de bepalingen van de nieuwe gemeentewet en van het huishoudelijk reglement.

**Affaires générales - Algemene Zaken****2 [Création d'une antenne sociale pluridisciplinaire pour la coordination locale sur les drogues et assuétudes - Bail emphytéotique entre la commune et le CPAS - rue Général Tombeur 53A à 1041 Etterbeek. \(Complémentaire\)](#)**

Le Conseil communal,

Considérant que la hausse générale de la consommation de drogues dans l'espace public bruxellois est une réalité qui n'épargne pas la commune d'Etterbeek ; que ce constat étant posé, Etterbeek rencontre ce phénomène avec une intensité moindre et la situation sur son territoire demeure sous contrôle ;

Considérant que, bien que ne disposant pas de leviers d'action propres sur l'importation et la distribution de drogues sur son territoire, la commune entend déployer une stratégie visant à minimiser les troubles et les risques induits par ce phénomène sur les différents types de consommateurs et sur la population ;

Considérant qu'à l'initiative du Bourgmestre, une « Coordination locale sur les drogues et assuétudes » qui réunit plusieurs services communaux, le CPAS, la police locale et fédérale (sur la question des stations STIB/SNCB), le secteur hospitalier et les opérateurs associatifs spécialisés (en premier lieu « TRANSIT »), a été mise en place en novembre 2023 ;

Considérant que l'approche privilégiée consiste à promouvoir le volet socio-psycho-sanitaire et une politique de réinsertion durable ;

Considérant que la Commune et le CPAS ont décidé d'associer leurs moyens en vue de compléter

leur dispositif de premier accueil par la mise en place sur le territoire d'une « antenne sociale pluridisciplinaire » (sans le volet lié à la consommation à moindre de risque (SCMR)), ayant pour objectifs:

- l'amélioration de la prise en charge des publics connus à Etterbeek ;
- une meilleure connaissance mutuelle entre les services locaux et le secteur associatif spécialisé ;
- l'établissement d'un point d'accroche pour les publics éloignés de la zone d'action «prioritaire» de Transit dans une perspective d'être mieux orienté sur l'offre existante, en cas de volonté d'une prise en charge ;
- l'accès à l'information et aux services essentiels pour les publics visés ;

Considérant que, pour permettre la mise en œuvre de l'établissement et l'exploitation par le CPAS et la commune, en collaboration avec des opérateurs externes, d'un espace d'accueil, d'écoute, d'accompagnement, de réinsertion sociale et d'accès aux services essentiels, il convient que la commune mette un immeuble à disposition du CPAS moyennant l'octroi d'un bail emphytéotique ;  
Considérant qu'il s'agit de l'immeuble situé au 53A avenue Général Tombeur à 1040 Etterbeek ;  
Considérant que le bail emphytéotique précise les droits et obligations des parties ;  
DECIDE d'approuver le bail emphytéotique ci-dessous :

## **ACTE CONTITUTIF D'UN DROIT RÉEL D'EMPHYTÉOSE COMMUNE D'ETTERBEEK à D'ETTERBEEK**

L'AN DEUX MILLE VINGT-QUATRE

LE

À ETTERBEEK

Devant nous, Vincent DE WOLF, Bourgmestre de et à Etterbeek, agissant en qualité d'officier public, en application de l'article 8.17 du Livre VIII du Code civil,  
ONT COMPARU :

La **COMMUNE D'ETTERBEEK** (~~COMMUNE~~ en abrégé), établie à Etterbeek, avenue des Casernes 31/1, immatriculée à la Banque-Carrefour des Entreprises sous le numéro 0207.365.61 RPM Bruxelles.

Ici représentée aux présentes conformément aux articles 109 à 111 de la nouvelle loi communale et en vertu d'une délibération du Conseil communal en sa séance du 18 novembre 2024 dont un extrait conforme restera ci-annexé (Annexe I) par Monsieur \$ (NN : \$), Échevin, et, Madame Annick PETIT (NN : \$), Secrétaire communale, chacun faisant élection de domicile aux fins des présentes au siège de la Commune.

Partie ci-après dénommée le « **Propriétaire** ».

ET :

Le **CENTRE PUBLIC D'ACTION SOCIALE D'ETTERBEEK** (~~CEKAS~~ en abrégé), établi à Etterbeek, Rue Beckers 4, enregistré dans la Banque-Carrefour des Entreprises sous le numéro d'entreprise 0207.365.610 RPM Bruxelles.

Ici représenté en vertu des dispositions de l'article 28 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, modifiée à plusieurs reprises, et en vertu d'une délibération du Conseil de l'action sociale en sa séance du 25 novembre 2024 dont un extrait conforme restera ci-annexé (Annexe II) par Monsieur Arnaud VAN PRAET (NN : 800913-151.38), Président, et Monsieur Gino ROOSDANS (NN : \$), Secrétaire général, chacun faisant élection de domicile aux fins des présentes au siège du CPAS.

Partie ci-après dénommée l' « **Emphytéote** ».

Le Propriétaire et l'Emphytéote sont ci-après dénommés, ensemble, les « **Parties** » et, séparément et indistinctement, une « **Partie** ».

Les Parties Nous ont requis d'acter ainsi qu'il suit la convention directement intervenue entre elles, à savoir :

## **1. Objet**

Le Propriétaire concède à l'Emphytéote, qui accepte un droit réel d'emphytéose sur le Bien décrit à l'Article 3.1, à savoir le plein usage et la pleine jouissance de celui-ci, conformément aux termes et conditions établis dans le présent Acte et, dans la mesure où il n'y est pas dérogé dans le présent acte, aux articles 3.167 à 3.176 du Code civil.

Ce droit réel confère à l'Emphytéote le plein usage et la pleine jouissance d'un immeuble (par nature ou par incorporation) appartenant au Propriétaire, à charge pour le premier de ne pas en diminuer la valeur, sous réserve de l'usure normale, de la vétusté ou d'un cas de force majeure.

## **2. Définition et interprétation**

### **2.1. Définitions**

**2.1.1 « Acte »** : signifie le présent acte authentique.

**2.1.2 « Article »** : signifie un article de l'Acte.

**2.1.3 « Bien »** : a le sens qui lui est donné dans l'Article 3.1.

**2.1.4 « COBAT »** : signifie le Code Bruxellois de l'Aménagement du Territoire coordonné par l'Arrêté du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 9 avril 2004.

**2.1.5 « Partie »** signifie le Propriétaire ou l'Emphytéote.

**2.1.6 « Parties »** signifie le Propriétaire et l'Emphytéote.

### **2.2 Interprétation**

**2.2.1** Un « jour » signifie un jour de calendrier.

**2.2.2** Tous les délais stipulés dans l'Acte seront calculés de minuit à minuit. Ils sont calculés à partir du lendemain du jour de l'Acte ou de l'événement qui y donne cours. La date d'expiration ou le jour de l'échéance est inclus dans le délai (de quantième à veille de quantième). Si la date d'expiration est un samedi, un dimanche ou un jour férié en Belgique, la date d'expiration sera reportée au prochain jour ouvrable. À moins qu'il n'en soit disposé autrement dans l'Acte, tous les délais stipulés dans l'Acte seront calculés en jours calendrier. Tous les délais consistant en un nombre de mois (ou d'années) seront calculés de quantième à veille de quantième.

**2.2.3** En fonction du contexte, les termes indiqués au singulier renvoient également au pluriel et inversement.

**2.2.4** Les références dans l'Acte à des Articles, sections, sous-sections et paragraphes sont des références à ceux figurant dans l'Acte, à moins qu'il n'en soit spécifié autrement.

**2.2.5** Chaque fois que dans l'Acte, il est fait référence à la remise ou à l'émission de toute notification, et sauf autrement spécifié, une telle notification devra résulter d'un écrit et les termes « notifier » devront être compris en ce sens.

## **3. Le Bien**

### **3.1 Description du Bien**

#### **COMMUNE D'ETTERBEEK – QUATRIEME DIVISION**

L'immeuble situé à Etterbeek, avenue Général Tombeur, numéros 53-53A, cadastré selon titre section B numéro 197E8, pour une superficie totale selon la documentation patrimoniale de cadastrale de 715 mètres carrés (contenance Patris).

Ci-après désigné, le « **Bien** ».

L'Emphytéote déclare avoir visité le Bien et dispense le Propriétaire d'en fournir une plus ample description.

### **3.2 Exclusion**

Les compteurs, câbles et canalisations que les autorités publiques ou des tiers donnent en location ou mettent à la disposition des occupants du Bien ou de tiers ne font pas partie du Bien.

### **3.3 Origine de propriété**

**3.3.1** En vertu d'un acte reçu devant le notaire \$, à \$, le \$, transcrit au premier bureau des

hypothèques de Bruxelles le \$ suivant, volume \$ numéro \$, la COMMUNE D'ETTERBEEK est devenue propriétaire du Bien.

**3.3.2** L'Emphytéote devra se contenter de l'origine de propriété qui précède. Il ne pourra exiger d'autre titre qu'une expédition des présentes.

#### **4. Durée**

Le droit d'emphytéose consenti par l'Acte a une durée de **QUINZE (15) ANS** consécutifs, et commencera le **1er décembre 2024**.

Le droit d'emphytéose expirera automatiquement au terme de cette période de trente (30) ans, sauf reconduction de l'accord des parties sur la durée. L'Emphytéote renonce à son droit de faire abandon de son emphytéose.

#### **5. Redevance**

L'emphytéose sur le Bien est octroyée sans contrepartie d'un paiement d'une redevance.

#### **6. Conditions de l'octroi de l'emphytéose**

##### **6.1 Charges**

Le Propriétaire déclare et garantit, à ce jour, ce qui suit :

- il est le seul et unique propriétaire du Bien ; et,
- le Bien est, sous réserve de ce qui est stipulé aux Articles 6.3, quitte et libre de toute hypothèque, mandat hypothécaire, privilège, liens, saisies, contrainte ou inscriptions ou toute autre charge.

Le Propriétaire déclare et garantit en outre que le Bien ne fait, à la date de la signature de l'Acte, entièrement ou partiellement, l'objet d'une option d'achat, d'une option de vente, d'un échange, d'une division, d'un droit de préemption, ni d'aucun autre droit d'option, et s'engage à ne pas conférer de tels droits dans le futur sans l'accord préalable de l'Emphytéote.

**Les Parties conviennent, après que le Propriétaire ait fait procédé à la division de la parcelle cadastrale visée à l'Article 3.1, de réduire l'emphytéose constituée par les présentes à la seule partie d'immeuble correspondant au numéro 53A du Bien actuel, lequel est constitué principalement d'un rez-de-chaussée, d'un entresol et de deux étages. A cet effet, les Parties s'engagent irrévocablement à modifier l'Acte en conséquence.**

##### **6.2 Superficie**

Aucune garantie n'est donnée quant à la surface du Bien, toute différence - en plus ou en moins, fût-elle supérieure à un vingtième - par rapport à la surface ci-avant mentionnée sera à l'avantage ou au détriment de l'Emphytéote, lequel renonce irrévocablement à toute réclamation quelconque vis-à-vis du Propriétaire lié directement ou indirectement à la surface mentionnée.

##### **6.3 Servitudes existantes**

**6.3.1** L'Emphytéote supportera les servitudes passives, qu'elles soient apparentes ou occultes, qui peuvent grever le Bien, se réservant le droit de s'opposer à certaines et de jouir des servitudes actives (s'il en existe) à ses frais, risques et périls, sans cependant que la présente clause puisse octroyer à qui que ce soit davantage de droits qu'il n'en aurait déjà, que ce soit en vertu de titres réguliers et non prescrits ou que ce soit en vertu de la loi. L'Emphytéote est automatiquement subrogé, à la date du 1er décembre 2024, dans tous les droits et obligations du Propriétaire à cet égard.

**6.3.2** Le Propriétaire déclare et garantit qu'à la date de l'Acte et à sa connaissance, le Bien n'est grevé d'aucune servitude et condition spéciale autre que celles reprises ou auxquelles référence serait faite dans les actes visés à l'Article 3.3 ; il déclare et garantit par ailleurs qu'il n'en a personnellement conféré aucune au profit de qui que ce soit et s'engage à ne pas en conférer dans le futur sans en informer préalablement l'Emphytéote ; l'Emphytéote fera son affaire personnelle des conditions spéciales et servitudes reprises ou auxquelles référence est faite dans l'Acte et dans

les actes visés à l'Article 3.3 pour autant qu'elles soient encore d'application et se rapportent au Bien ; il sera purement et simplement subrogé dans tous les droits et obligations du Propriétaire à cet égard, sans recours contre lui ou garantie de sa part.

L'Emphytéote dispense le Propriétaire et l'officier public soussigné de les reproduire aux présentes. Il s'engage à respecter ces servitudes et à les imposer à tous ses ayants-droits futurs pour autant que ces servitudes soient encore d'application.

**En outre, il est expressément stipulé, à titre de servitude, que l'Emphytéote ne pourra aucunement porter atteinte ni à la présence, ni aux activités des services communaux, d'une part, et du Pétanque Club Etterbeekois, d'autre part, qui sont établis dans les lieux.**

#### **6.4 État du Bien**

L'Emphytéote prend le Bien dans l'état dans lequel il se trouvera à la date du 1er décembre 2024, sans pouvoir prétendre à une quelconque indemnisation liée à l'existence de vices cachés du sol, du sous-sol, de construction, pollution du sol ou du sous-sol (en ce compris les eaux souterraines et la nappe phréatique) ni liée à l'existence ou à l'absence de mitoyennetés.

Le Propriétaire déclare qu'il n'a pas connaissance de vices cachés affectant le Bien.

#### **6.5 État des lieux**

**6.5.1** Le Bien est mis à la disposition dans l'état décrit dans le constat qui sera établi contradictoirement au plus tard à la date à laquelle le bail emphytéotique prendra cours. Les parties procéderont ensemble à l'état descriptif du Bien.

**6.5.2** En cas de modifications importantes du Bien, qui devront être communiquées au Propriétaire par l'Emphytéote, le Propriétaire pourra exiger la réalisation d'un état des lieux complémentaire.

**6.5.3** L'Emphytéote ne sera autorisé à procéder à aucune modification structurelle dans le Bien sans avoir recueilli l'accord préalable du Propriétaire. L'accord du Propriétaire sera toujours subordonné à la souscription et au maintien d'une assurance spécifique eu égard aux travaux envisagés.

**6.5.4** À la fin du droit réel d'emphytéose, toutes modifications, transformations ou améliorations, seront maintenues en l'état, sans que l'Emphytéote ne doive rétablir le Bien dans son état initial, tel que décrit dans l'état des lieux visé à l'Article 6.5.1 (tel qu'éventuellement adapté en application de l'Article 6.5.2).

#### **6.6 Occupation du Bien**

**6.6.1** Le Bien est occupé selon les conditions bien connues de l'Emphytéote qui dispense l'officier public soussigné d'y faire mention dans le présent acte.

### **7. Destination du Bien**

**Le Bien pourra exclusivement être utilisé par l'Emphytéote en tant que service à l'accueil et à l'accompagnement socio-psycho-sanitaire de personnes toxicomanes et/ou confrontées à un problème d'assuétude, en vue notamment de leur réinsertion sociale.**

Cette affectation est essentielle au consentement du Propriétaire et ne pourra être modifiée sans l'accord préalable et écrit de ce dernier.

Les Parties conviennent expressément que l'Emphytéote est chargée de l'obtention de tout permis qui serait nécessaire à l'affectation convenue. Elle pourra, s'il y a lieu avec le concours du Propriétaire, solliciter tout agrément et tout subside ou financement qui contribueraient, à titre principal ou accessoire, à la mise en œuvre ou au développement du service précité.

### **8. Mise en conformité**

#### **8.1 Principe**

Pendant toute la durée du droit réel d'emphytéose, l'Emphytéote supportera et réalisera seul, à l'entière décharge du Propriétaire, tous travaux, aménagements, modifications, mises en conformité généralement quelconque du Bien ou des équipements qui sont ou deviendraient obligatoires ou nécessaires à l'utilisation du Bien ou au maintien de la destination du Bien, que ce soit en vertu du règlement général sur la protection du travail, ou de toutes autres normes ou dispositions réglementaires généralement quelconques, sans que l'Emphytéote puisse invoquer de ce chef la

force majeure ou le fait du prince ou une quelconque responsabilité du Propriétaire.

Si de nouvelles dispositions légales ou réglementaires ou de nouveaux permis imposent des travaux supplémentaires au Bien, l'Emphytéote les fera réaliser à ses frais, risques et périls.

De même pour tous les aménagements dans le Bien, l'Emphytéote devra se conformer à tous les règlements pouvant s'appliquer au Bien, en ce compris les normes de sécurité exigées par l'assureur, le règlement général pour la protection du travail et les services de pompiers et ceci pendant toute la durée du droit réel d'emphytéose.

## **8.2 Dérogation**

Considérant la volonté des Parties de réduire l'emphytéose constituée par les présentes à la seule partie d'immeuble correspondant au numéro 53A du Bien actuel, tel que traduit à l'Article 6.1., le Propriétaire reste seul responsable, à l'entière décharge de l'Emphytéote, de toutes les obligations et de l'ensemble des travaux visés à l'Article 8.1. pour ce qui concerne le Bien dans son ensemble, exception faite de la partie d'immeuble correspondant au numéro 53A, lequel est constitué principalement d'un rez-de-chaussée, d'un entresol et de deux étages.

## **9. Travaux de maintenance et de réparation**

### **9.1 Principe**

L'Emphytéote supporte à compter du 1er décembre 2025 tous les frais liés à tous travaux de réparation, maintenance, rénovation ou remplacement (en ce compris les gros travaux au sens de l'article 3.154 du Code civil), et ce quelle qu'en soit la cause.

L'Emphytéote s'engage pendant toute la durée du droit d'emphytéose consenti par l'Acte, à maintenir le Bien et les constructions y érigées par lui, à y effectuer tous travaux de réparation, rénovation et remplacement nécessaires afin d'éviter que le Bien et/ou les constructions y érigées par lui ne puissent se trouver dans un état susceptible de rendre applicable l'article 1386 du Code civil et/ou toute autre législation, réglementation, standard, ordre ou notification émanant des autorités compétentes (i) sur base de laquelle ou duquel la responsabilité du Propriétaire pourrait être mise en cause ou (ii) une obligation de quelque nature que ce soit se rapportant au Bien pourrait être imposée au Propriétaire.

Les travaux devront être réalisés dans les règles de l'art et dans le respect de la législation qui leur sera applicable et ne devront en aucun cas apporter une moins-value au bien.

L'Emphytéote fera son affaire personnelle de l'obtention de l'ensemble des autorisations et permis nécessaires à la réalisation des travaux envisagés, dont copie sera dressée au Propriétaire. L'Emphytéote souscrira toutes les assurances utiles ou nécessaires dans le cadre de ces travaux.

Les travaux ainsi réalisés le seront aux frais exclusifs de l'Emphytéote et sous son entière responsabilité.

Le Propriétaire n'aura aucune responsabilité de quelque nature que ce soit concernant les travaux de réparation, maintenance, rénovation et remplacement sur le Bien et les constructions y érigées par l'Emphytéote.

### **9.2 Dérogation**

Considérant la volonté des Parties de réduire l'emphytéose constituée par les présentes à la seule partie d'immeuble correspondant au numéro 53A du Bien actuel, tel que traduit à l'Article 6.1., le Propriétaire reste seul responsable, à l'entière décharge de l'Emphytéote, de toutes les obligations et de l'ensemble des travaux visés à l'Article 9.1. pour ce qui concerne le Bien dans son ensemble, exception faite de la partie d'immeuble correspondant au numéro 53A, lequel est constitué principalement d'un rez-de-chaussée, d'un entresol et de deux étages.

## **10. Risques liés au Bien**

En cas de destruction totale du Bien, le droit d'emphytéose sera être réputé caduque.

## **11. Assurances**

Le Propriétaire s'engage à assurer le Bien, avec clause d'abandon de recours en faveur de l'Emphytéote, contre tous les risques et souscrira toutes les polices d'assurances se rapportant au

Bien. L'Emphytéote assure sa Responsabilité civile.

## **12. Urbanisme**

L'Emphytéote reconnaît avoir été informé de l'opportunité de recueillir de son côté antérieurement à la passation de l'Acte, tous renseignements sur la situation urbanistique du Bien et sur son environnement.

De son côté le Propriétaire indique avoir établi – conformément à la loi – un descriptif sommaire du Bien et que ce descriptif a été porté à la connaissance de l'Emphytéote. Les Parties confirment que ce descriptif est conforme à la situation réelle du Bien.

### **12.1 Expropriation - Monuments/Sites - Alignement**

Le Propriétaire déclare que, à sa connaissance, le Bien n'est pas concerné par des mesures d'expropriation ou de protection prises en vertu de la législation sur les monuments et les sites ni soumis à une servitude d'alignement.

En cas d'expropriation, l'Emphytéote ne pourra réclamer aucune indemnité au Propriétaire même si ce dernier ne l'a pas dûment averti de la procédure en cours. Il ne pourra faire valoir ses droits que contre l'Autorité expropriante. L'Emphytéote ne pourra réclamer aucune indemnité qui entraînerait une diminution des indemnités dues au Propriétaire.

### **12.2 Situation existante**

Sous réserve des informations reprises dans les renseignements urbanistiques dont question ci-avant, le Propriétaire :

- garantit à l'Emphytéote la conformité des actes et travaux qu'il a personnellement effectués sur le Bien avec les prescriptions urbanistiques. Il déclare en outre qu'à sa connaissance le Bien n'est affecté, par le fait d'un tiers, d'aucun acte ou travail irrégulier.
- déclare que le Bien est actuellement affecté à usage de nbsp;;
- déclare qu'à sa connaissance, cette affectation est régulière et qu'il n'y a aucune contestation à cet égard ;
- qu'il ne prend aucun engagement quant à l'affectation que l'Emphytéote entend donner au Bien conformément à l'Article 7, l'Emphytéote faisant de cette question son affaire personnelle sans recours contre le Propriétaire ;
- déclare que le Bien n'a fait l'objet d'aucun permis laissant prévoir la possibilité d'y effectuer ou d'y maintenir aucun des actes et travaux visés par les législations régionales applicables et qu'il ne prend aucun engagement quant à la possibilité d'exécuter ou de maintenir sur le Bien aucun des actes et travaux visés par lesdites législations.

### **12.3 Droit de préemption**

Le Propriétaire déclare que le Bien n'est grevé d'aucun droit de préemption ou droit de préférence ou de rachat conventionnel.

Le Propriétaire déclare qu'à sa connaissance, le Bien n'est grevé d'aucun droit de préemption ou droit de préférence légal ou réglementaire.

La présente opération est en tout état de cause exclue du champ d'application du droit de préemption visé par le COBAT en vertu de l'article 263, 7° du COBAT.

## **13. Gestion des sols pollués**

**13.1** Les Parties déclarent avoir été informées des obligations contenues dans l'Ordonnance du 5 mars 2009 relative à la gestion des sols pollués.

**13.2** Le Propriétaire, après avoir pris connaissance de la fiche d'identification du terrain à l'inventaire de l'état des sols, au sens de l'Ordonnance du 5 mars 2009 relative à la gestion des sols pollués, déclare, qu'à sa connaissance, il n'y a eu une activité à risque sur ou dans le Bien et que la parcelle est susceptible d'être potentiellement polluées. Il ne détient pas d'information supplémentaire susceptible de modifier le contenu d'une des attestations du sol.

**13.3** Par dérogation à l'Article 8, l'Emphytéote ne pourra être tenue de procéder aux études et/ou travaux visant la gestion ou le traitement de sols pollués. Le Propriétaire reste seul responsable, à ses frais exclusifs, de la gestion des sols.

#### **14 Dossier d'intervention ultérieure**

Les Parties sont informées de l'obligation de garder un dossier d'intervention ultérieure pour les travaux réalisés depuis le 1er mai 2001.

#### **15 Installations électriques**

Pas d'application dans le cadre d'un bail emphytéotique.

#### **16 Taxes et frais**

##### **16.1 Taxes liées à l'emphytéose**

**16.1.1** Les Parties demandent à l'Administration Générale de la Documentation Patrimoniale que l'Acte soit exempté de droits d'enregistrement en vertu de l'article 161, 2° du Code des droits d'enregistrement d'hypothèque et de greffe, le CPAS d'Etterbeek déclarant acquérir le droit d'emphytéose pour cause d'utilité publique.

**16.1.2** Pour le surplus, tous les frais se rapportant à l'Acte, ou à sa signature, son exécution, son authentification, son enregistrement ou sa transcription, qu'ils soient exigés lors de l'enregistrement ou de la transcription, ou à un stade ultérieur, seront supportés exclusivement par le Propriétaire. Les frais de délivrance sont à charge exclusive du Propriétaire.

##### **16.2 Taxes se rapportant au Bien**

L'Emphytéote est redevable de tous impôts et taxes généralement quelconques relatifs au Bien durant toute la durée du bail emphytéotique.

##### **16.3 Frais liés au Bien**

Les Parties s'entendent pour convenir ultérieurement, par acte sous seing privé, de la répartition entre elles des frais généralement quelconques de gestion au Bien, parmi lesquels tous les frais et charges (i) d'exploitation, d'entretien et de consommation, dont notamment, les frais de consommation d'eau, de gaz et d'électricité et les coûts des abonnements à ces distributions ou (ii) de la location des compteurs et des raccordements, mais aussi les dépenses, charges, cotisations ou redevances s'y rapportant. Jusqu'alors, l'ensemble des frais précités restent à la charge du Propriétaire, à titre de contribution à la destination visée à l'Article 7.

#### **17. Restitution du Bien**

À l'expiration de la période prévue dans l'Article 4, le Bien sera remis par l'Emphytéote, sans que le Propriétaire soit tenu au paiement d'une indemnité quelconque.

Estimation du Bien

À l'effet de vérifier l'interdiction de diminuer la valeur du Bien, le Propriétaire sollicite, dans les 3 mois de la signature de l'Acte, le Comité d'acquisition de Bruxelles pour qu'il soit procédé à une estimation de la valeur vénale.

#### **19. Cession**

**19.1** Le Propriétaire est expressément autorisé à vendre ses droits résiduels de propriété portant sur le Bien à tous tiers pour autant que l'acquéreur des droits résiduels de propriété s'engage à assumer l'ensemble des obligations souscrites par le Propriétaire aux termes de l'Acte.

**19.2** L'Emphytéote ne peut conférer aucun droit ou intérêt quel qu'en soit la nature à propos du droit réel d'emphytéose ou du Bien qui resterait effectif après l'expiration du terme du droit réel d'emphytéose conféré aux termes de l'Acte.

**19.3** L'Emphytéote peut céder son droit pour autant que :

- i. Le cessionnaire soit une entité agréée par le Propriétaire et que le nouvel emphytéote présente des garanties en termes d'honorabilité, de fiabilité et de solvabilité qui soient équivalentes à celles de l'Emphytéote;
- ii. le cessionnaire s'engage à maintenir la destination du Bien telle que précisée à l'Article 7 ; et,

- iii. L'Emphytéote demeure solidairement tenu avec le cessionnaire de l'ensemble des obligations découlant de l'Acte, notamment en matière de restitution du Bien à l'expiration du droit réel d'emphytéose.

## **20. Élection de domicile**

Chacune des Parties élit domicile en son siège social mentionné ci-dessus.

Le Propriétaire et l'Emphytéote sont autorisés à élire un nouveau domicile en envoyant à l'autre Partie une lettre recommandée, ce domicile étant effectif seulement huit (8) jours ouvrables après l'envoi de cette lettre. Aucune des Parties n'aura plus d'un domicile en même temps.

## **21. Notifications**

Sauf disposition spécifique contraire en vertu de la loi ou de l'Acte, toute notification sera valablement faite à l'égard de chacune des Parties par l'envoi d'une lettre recommandée à la poste, cette lettre étant réputée reçue le jour ouvrable suivant celui de son dépôt à la poste, ou par remise contre accusé de réception au domicile élu tel que visé ci-dessus.

## **22. Miscellanées**

### **22.1 Annexes**

Les annexes de l'Acte en font intégralement partie et toute référence à l'Acte impliquera également une référence aux annexes et vice-versa.

Les Parties déclarent que les annexes ne sont pas à transcrire.

- i. Annexe 1 : Délibération du Conseil communal du 18 novembre 2024.
- ii. Annexe 2 : Délibération du Conseil de l'action sociale du 25 novembre 2024.

### **22.2 Intégralité de l'accord**

L'Acte contient l'accord complet des Parties relativement à l'objet auquel ils se réfèrent et contient tout ce que les Parties ont négocié et tout ce sur quoi elles se sont mises d'accord.

Il remplace et annule tout accord, communication, offre, proposition ou correspondance, oral ou écrit, échangé antérieurement par les Parties et se référant au même objet.

L'Emphytéote certifie qu'il n'a pas conclu l'Acte sur la base de garanties ou représentations autres que celles qui sont expressément stipulées dans l'Acte.

Aucun article ou condition essentiels, en l'absence desquels les Parties n'auraient pas signé l'Acte n'a été omis de celui-ci.

### **22.3 Divisibilité**

Si une ou plusieurs dispositions de l'Acte sont déclarées invalides, illégales ou inopposables en application du droit applicable, la validité, la légalité et l'opposabilité des autres dispositions de l'Acte n'en seront pas affectées. Chacune des Parties fera de son mieux pour négocier immédiatement et de bonne foi une disposition de remplacement légale.

### **22.4 Renonciation**

Le non-exercice ou le retard dans l'exercice d'un droit par l'une des Parties ne pourra en aucun cas être considéré comme ou avoir l'effet d'une renonciation de cette Partie à se prévaloir ultérieurement de ce droit. L'exercice isolé ou partiel d'un droit ou remède ne pourra en aucun cas exclure un exercice ultérieur autre ou supplémentaire de ce droit ou remède ou exclure l'exercice d'un autre droit ou remède. Les droits et remèdes prévus dans l'Acte sont cumulatifs et non exclusifs de tout autre droit ou remède prévu par la loi.

### **22.5 Modifications**

Tous les amendements ou modifications à l'Acte ne prendront effet que s'ils sont expressément écrits dans le cadre d'un addendum à l'Acte et sont signés par les représentants des Parties.

### **22.6 Frais**

Les frais, droits et honoraires du présent acte sont à charge de la Commune d'Etterbeek.

### **22.7 Droit applicable et juridiction compétente**

Le droit applicable à l'Acte et suivant lequel il sera interprété est le droit belge.

Tout différend relatif à la conclusion, à la validité, à l'interprétation ou à l'exécution de l'Acte, sera de la compétence exclusive des tribunaux de Bruxelles

### **23. Pro-fisco**

Il a été donné lecture aux Parties, qui le reconnaissent, des dispositions de l'alinéa premier de l'article 203 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe rédigé comme suit :  
« En cas de dissimulation au sujet du prix et des charges ou de la valeur conventionnelle, il est dû individuellement par chacune des parties contractantes une amende égale au droit éludé. Celui-ci est dû indivisiblement par toutes les parties ».

### **24. Dispense d'inscription d'office**

Le Propriétaire, eu égard à la pratique constante de prise d'inscription d'office en cas d'absence de dispense expresse dans l'Acte, sur le droit réel d'emphytéose, et ce alors même que la loi hypothécaire ne prévoit aucun privilège pour le titulaire des droits résiduels de propriété grevés d'emphytéose, déclare pour autant que de besoin dispenser l'Administration de la Documentation Patrimoniale de prendre inscription d'office, en leur faveur en leur seule qualité de Tréfonciers.

### **25. Droit d'écriture**

Les Parties requièrent à l'Administration Générale de la Documentation Patrimoniale que l'Acte soit exempté de droit d'écriture en vertu de l'article 22, 1° du Code des Droits et Taxes Diverss.

### **26. Certificat d'état civil**

L'officier public soussigné certifie avoir personnellement vérifié les statuts des personnes morales parties à l'Acte, les pouvoirs de représentation externe desdites personnes morales et la capacité de leurs représentants à engager valablement lesdites sociétés dans le cadre de l'Acte et connaître personnellement les personnes physiques représentants lesdites personnes morales.

Il déclare avoir vérifié la dénomination, la forme juridique, la date de l'acte constitutif, le siège social ou statutaire des personnes morales comparaisant à l'Acte.

### **DONT ACTE**

Fait et signé, lieu et date que dessus.

Après lecture intégrale et commentée, les Parties ont signé avec Nous,

**[Inrichting van een sociale multidisciplinaire antenne voor de lokale coördinatie betreffende de drugs en de verslavingen - Erpacht tussen de gemeente en het OCMW - Generaal Tombeurstraa 53A 1040 Etterbeek. \(Aanvullend\)](#)**

*1 annexe / 1 bijlage*

*20241113\_Tombeur 53\_hub social\_plans généraux.pdf*

## **3 Programme régional d'informatisation et de transformation digitale des Pouvoirs locaux (WePulse) - Approbation de la convention WePulse (contrat faitier) et ses annexes**

Le Conseil Communal,

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu le règlement général sur la protection des données (RGPD) du 24 mai 2016 et la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel ;

Considérant que la Région de Bruxelles-Capitale et Paradigm (ancien Centre d'Informatique pour la Région Bruxelloise (CIRB)) élaborent depuis 2020 un programme d'informatisation et de transformation digitale des Pouvoirs locaux désormais dénommé WePulse ; que ce programme a

reçu en juillet et décembre 2020 le soutien de Monsieur le Ministre en charge des Pouvoirs locaux et de la transition numérique ; que le programme a été formellement lancé le 09 mars 2021 ; qu'une gouvernance inclusive et participative du programme a été mise en place pour impliquer dans les travaux et les décisions communes toutes les Communes et tous les CPAS qui ont marqué leur intention de rejoindre le programme ;

Considérant que ce programme promeut une dynamique collective au niveau des Communes et CPAS en vue d'aboutir au remplacement ou à la création de logiciels métiers spécifiques aux pouvoirs locaux et notamment dans les domaines suivants : les finances (comptabilité, recettes, taxes) et la gestion des ressources humaines (soft RH, hard RH) ; que l'accélération de la digitalisation de la relation avec les citoyens et les entreprises nécessite une évolution des processus et des infrastructures applicatives pour évoluer vers un écosystème cohérent et global propice à l'amélioration de l'efficacité générale, sous forme d'une suite unifiée d'applications constituant une infrastructure applicative commune mutualisée ; que les technologies de l'information à l'ère de la digitalisation des services sont devenues un enjeu majeur pour toutes les administrations ; que la digitalisation des services et des processus est un levier essentiel pour répondre à la nécessité grandissante de dynamiser la relation avec les citoyens et les entreprises, d'améliorer l'accès à l'information et la qualité des prestations administratives et techniques rendues, de favoriser la dématérialisation des démarches et réduire les délais de traitement ;

Considérant que Paradigm a été mandaté pour mettre le programme à exécution ; que Paradigm s'appuie sur l'asbl IRISteam pour la fourniture des services et de la solution de chaque domaine du programme WePulse ; que dans le cadre de l'adhésion au projet WePulse, Paradigm, en s'appuyant sur l'asbl IRISteam, prend en charge l'accompagnement des aspects techniques informatiques ;

Vu la délibération du Conseil Communal du 26 juin 2023 relative au positionnement de la Commune et du CPAS quant à l'adhésion aux domaines GRC (Gestion de la relation citoyenne), GRH (Gestion des ressources humaines) et Finances du Programme régional d'informatisation et de transformation digitale des Pouvoirs locaux (WePulse) décidant

- la non-adhésion de la Commune et du CPAS au domaine GRC (Gestion de la Relation Citoyenne) du programme WePulse ;
- l'adhésion de la Commune et du CPAS aux domaines GRH (Gestion des Ressources Humaines – Soft HR et Hard HR) et Finances du programme WePulse ;
- de marquer accord avec le planning proposé de déploiement de la solution GRH (Gestion des Ressources Humaines – Soft HR et Hard HR) au niveau de la Commune et du CPAS (GRH unifié) ;
- de demander une modification de la date d'implémentation de la solution Finances au niveau de la Commune et du CPAS (Finances unifiées) ;
- de décliner l'invitation au niveau de la Commune et du CPAS à être pilote pour les solutions GRH (Gestion des Ressources Humaines – Soft HR et Hard HR) et Finances ;
- de répondre favorablement à l'appel à projets qui sera lancé par le FRBRTC pour financer la quote-part de la Commune et CPAS de l'investissement considéré pour la fourniture par Paradigm des services et des solutions applicatives pour les domaines du programme visés par la présente délibération ;

Vu la délibération du Conseil Communal du 18 septembre 2023 relative à l'appel à candidatures lancé par le Fonds régional bruxellois de Refinancement des Trésoreries communales (F.R.B.R.T.C.) dans le cadre Programme régional d'informatisation et de transformation digitale des Pouvoirs locaux (WePulse) décidant

- d'approuver la candidature de la Commune dans le cadre de l'appel lancé par le Fonds régional bruxellois de Refinancement des Trésoreries communales, en vue de soutenir le déploiement des solutions informatiques applicatives dans les domaines de la gestion financière (FIN), de la gestion des ressources humaines (GRH - Soft RH) et de la gestion du personnel et de la paie (GRH - Hard RH) ;

Vu la délibération du Conseil Communal du 25 mars 2024 relative à la Convention de prêt dans le cadre de l'appel à candidatures lancé par le Fonds régional bruxellois de Refinancement des Trésoreries communales (F.R.B.R.T.C.) pour le Programme régional d'informatisation et de transformation digitale des Pouvoirs locaux (WePulse) décidant,

- d'approuver la convention ;

*Considérant que l'article 3 de la convention de prêt du FRBRTC pour le Programme régional d'informatisation et de transformation digitale des Pouvoirs locaux (WePulse) précise que le remboursement des charges en capital et intérêts de ce prêt est déclaré irrécouvrable par la décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 7 décembre 2023 pour autant que la commune respecte les articles 5 et 6 ; que l'article 5 précise qu'afin de permettre le contrôle et le suivi de l'utilisation conforme du prêt, la commune transmettra au FRBRTC un rapport annuel sur l'état d'avancement de la réalisation de l'investissement couvert par le prêt octroyé, pour le 31 janvier au plus tard et ce jusqu'à la réalisation complète de l'investissement ; que l'article 5 précise également qu'afin de permettre le contrôle et le suivi de l'utilisation conforme du prêt, la commune transmettra au FRBRTC à la réception provisoire du Programme régional d'informatisation et de transformation digitale des Pouvoirs locaux (WePulse), le décompte de tous les paiements effectués au moyen du prêt octroyé et qu'à ce décompte seront annexées toutes les pièces justificatives (décompte final, factures, extraits de compte) ; que l'article 6 précise que la commune autorise un représentant du FRBRTC à effectuer tout contrôle sur place et sur pièces de l'utilisation du prêt octroyé ; que lors de sa séance du 6 novembre 2024, le Collège des Bourgmestre et Echevins a demandé aux services de l'administration de respecter les articles 5 et 6 afin que le prêt du FRBRTC soit irrécouvrable ;*

Vu la délibération du Conseil de l'action sociale du 25 mars 2024 relative à la Convention de prêt en exécution de l'article 4, § 4 de l'ordonnance du 8 avril 1993 créant le FRBRTC telle que modifiée par l'ordonnance du 24 novembre 2011 pour le Programme régional d'informatisation et de transformation digitale des Pouvoirs locaux (WePulse) décidant,

- d'approuver la convention ;

Vu la délibération du Conseil Communal du 24 juin 2024 relative à la modification budgétaire n°1 pour les services ordinaire et extraordinaire, et plus précisément

- Groupe fct : 009 Recettes & dépenses non ventilables, article 000/742-53, Achats de matériel informatique, Majoration de 681.186,52 €
- Groupe fct : 839 Sécurité sociale et assistance sociale, article 831/635-51, Subsidés en capital à des fins spécifiques aux autres P.P. Majoration de 314.796,01 €

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 23 octobre 2024 relative à la convention concernant le programme régional d'informatisation et de transformation digitale des Pouvoirs locaux et le prêt du FRBRTC décidant,

- d'approuver l'engagement et la liquidation d'un montant de 681.186,52 € en faveur de IRISTEAM ASBL à l'article 000/742-53, sous réserve de la disponibilité des crédits du budget extraordinaire 2024 et sous réserve de l'approbation de la convention de mise à disposition de services de développement de solutions applicatives ainsi que les services IT associés dans les différents domaines du programme d'informatisation et de transformation digitale des pouvoirs locaux, dénommé WePulse (contrat faitier) ;
- d'approuver l'engagement et la liquidation d'un montant de 314.796,01 € en faveur du CPAS d'Etterbeek à l'article 000/635-51, sous réserve de la disponibilité des crédits du budget extraordinaire 2024, et sous réserve de l'approbation de la convention de mise à disposition de services de développement de solutions applicatives ainsi que les services IT associés dans les différents domaines du programme d'informatisation et de transformation digitale des pouvoirs locaux, dénommé WePulse (contrat faitier).

Vu la délibération du Bureau permanent du CPAS du 6 novembre 2024 relative au programme WePulse et au prêt alloué par le FRBRTC décidant,

- d'approuver l'enregistrement de la somme de 314.796,01 euros en recettes de transfert à l'article 1040/68500/51 (Subsides en capital des organismes de droit public pour investissements spécifiques) ;
- d'approuver l'engagement de ladite somme en faveur de l'asbl IRISTEAM (Paradigm) à l'article 1040/74200/55 (Achat de matériel informatique et administratif) ;

Considérant que la structure contractuelle proposée par IRISTeam asbl, en présence de Paradigm, se compose de 4 niveaux :

- Niveau 1 : Cadre générique général ou convention faitière qui encadre la relation contractuelle ;
- Niveau 2 : Cadre particulier par domaine qui explique chaque domaine d'activité (p.ex. Hard-RH, Soft-RH,...);
- Niveau 3 : Fiches services qui expliquent les services rendus par Iristeam asbl et ses sous-traitants pour chaque domaine ;
- Niveau 4 : Cadre général qui correspond aux services généraux et de maintenance rendu par Iristeam asbl et ses sous-traitants ;

Considérant que cette structure contractuelle correspond au mieux à la délivrance de services liée à une obligation de résultat :

- Les dispositions de la convention de mise à disposition de services de développement de solutions applicatives dans les différents domaines du programme d'informatisation et de transformation digitale des pouvoirs locaux WePulse (Contrat faitier) et ses annexes ;
- Les dispositions du Cadre Particulier liées aux services par domaine, applicables à la Commune d'Etterbeek;
- Les dispositions spécifiques reprises dans les « Fiches Service » décrivant chaque service particulier mis à disposition de la Commune d'Etterbeek;

Considérant que la convention de sous-traitance relative au traitement de données à caractère personnel (DPA - Data Processing Agreement) et la Gouvernance de la protection des données au sein de Paradigm et d'Iristeam, annexes au contrat faitier, définissent les droits et obligations de chacune des parties dans le cadre du traitement des données à caractère personnel ;

DECIDE:

1. d'approover la convention (contrat faïtier - niveau 1) de mise à disposition de services de développement de solutions applicatives dans les différents domaines du programme d'informatisation et de transformation digitale des pouvoirs locaux WePulse, tel que reprise en annexe à la présente délibération pour en faire partie intégrante ;
2. de donner délégation au Collège des Bourgmestres et Echevins pour conclure les contrats en exécution (niveau 2 à 4) de cette convention faïtière (niveau 1) ; le Collège présentera ceux-ci au Conseil pour information.

**Gewestelijk programma voor informatisering en digitalisering van de plaatselijke besturen (WePulse) - Goedkeuring van de overeenkomst WePulse (overkoepelend contract) en de bijbehorende bijlagen**

De gemeenteraad,

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de Algemene Verordening Gegevensbescherming (AVG) van 24 mei 2016 en de wet van 30 juli 2018 betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens;

Overwegende dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en Paradigm (voormalig Centrum voor Informatica voor het Brusselse Gewest (CIBG)) sinds 2020 een automatiserings- en digitaal transformatieprogramma uitwerken voor de plaatselijke besturen onder de naam WePulse; dat dit programma in juli en december 2020 de steun heeft gekregen van Mijnheer de minister bevoegd voor Plaatselijke Besturen en Digitalisering; dat het programma formeel gelanceerd werd op 09 maart 2021; dat er een inclusief en participatief bestuur van het programma is ingesteld om alle gemeenten en alle OCMW's die hebben aangegeven aan het programma te willen deelnemen, te betrekken bij de werkzaamheden en gezamenlijke besluiten;

Overwegende dat dit programma een collectieve dynamiek op niveau van de gemeentes en OCMW's aanmoedigt met het oog op de vervanging of ontwikkeling van beroepsspecifieke softwares voor de plaatselijke besturen en in het bijzonder in de volgende domeinen: financiën (boekhouding, ontvangsten, belastingen) en het humanresourcesmanagement (soft HR, hard HR); dat de versnelling van de digitalisering van de relatie met burgers en bedrijven vereist dat processen en applicatie-infrastructuren evolueren naar een coherent en globaal ecosysteem dat de algemene efficiëntie verbetert, in de vorm van een uniforme reeks applicaties die een gemeenschappelijke gebundelde applicatie-infrastructuur vormen; dat de informatietechnologieën in het digitaliseringstijdperk van diensten een grote uitdaging is geworden voor alle besturen; dat de digitalisering van diensten en processen essentieel is om te kunnen inspelen op de groeiende behoefte om de relatie met burgers en bedrijven nieuw leven in te blazen, de toegang tot informatie en de kwaliteit van administratieve en technische dienstverlening te verbeteren, de digitalisering van procedures te bevorderen en verwerkingstijden in te korten

Overwegende dat Paradigm aangesteld werd om het programma uit te voeren; dat Paradigm ondersteund wordt door de vzw IRISteam voor de dienstlevering en de oplossing van ieder domein van het WePulse-programma; dat Paradigm in het kader van de toetreding tot het WePulse-project, met de steun van de vzw IRISteam, de begeleiding van de technische informatica-aspecten op zich neemt;

Gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van 26 juni 2023 betreffende het standpunt van de gemeente en het OCMW met betrekking tot de toetreding tot de domeinen CRM (Customer Relationship Management), HRM (Human Resources Management) en Financiën van het

gewestelijk automatiserings- en digitaal transformatieprogramma van de plaatselijke besturen (WePulse), besluit als volgt

- de niet-toetreding van de gemeente en het OCMW tot het CRM-domein (beheer van de relatie met de burger) van het WePulse-programma;
- de toetreding van de gemeente en het OCMW tot de HRM-domeinen (Human Resources Management - Soft HR en Hard HR) en Financiën van het WePulse-programma;
- akkoord te gaan met de voorgestelde planning voor de uitrol van de HRM-oplossing (humanresourcesmanagement - Soft HR en Hard HR) op het niveau van de gemeente en het OCMW (eengemaakte HRM);
- een aanvraag tot wijziging van de datum voor implementatie van de financiële oplossing binnen de gemeente en het OCMW (eengemaakte financiën);
- de uitnodiging aan de gemeente en het OCMW om de HRM- (Human Resources Management - Soft HR en Hard HR) en financiële oplossingen te testen, af te wijzen;
- positief te reageren op de projectoproep die door het BGHGT zal worden gelanceerd om het aandeel van de gemeente en het OCMW in de betrokken investering te financieren voor de levering door Paradigm van diensten en toepassingsoplossingen voor de programmadomeinen die het voorwerp uitmaken van deze beraadslaging;

Gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van 18 september 2023 betreffende de kandidaatoproep gelanceerd door het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën (BGHGT) in het kader van het gewestelijk informatiserings- en digitaliseringsprogramma van de Plaatselijke Besturen (WePulse), besluit als volgt

- om de kandidatuur van de gemeente goed te keuren in het kader van de oproep gelanceerd door het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën, met het oog op de ondersteuning van de implementatie van IT-applicatieoplossingen op het gebied van financieel beheer (FIN), personeelsbeheer (HRM - Soft RH) en personeels- en loonadministratie (HRM - Hard RH);

Gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van 25 maart 2024 betreffende de kandidaatoproep gelanceerd door het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën (BGHGT) in het kader van het gewestelijk informatiserings- en digitaliseringsprogramma van de Plaatselijke Besturen (WePulse), besluit als volgt

- de overeenkomst goed te keuren;

*Overwegende dat het artikel 3 in de leningsovereenkomst met het BGHFGT voor het Gewestelijk programma voor informatisering en digitalisering van de plaatselijke besturen (WePulse) preciseert dat de terugbetaling van de kapitaal- en intrestlasten van deze lening oninvorderbaar verklaard wordt bij beslissing van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 7 december 2023, op voorwaarde dat de gemeente zich houdt aan de artikelen 5 en 6 van deze overeenkomst; dat het artikel 5 preciseert dat om de conforme aanwending van de lening te kunnen controleren en opvolgen, de gemeente aan het BGHFGT een jaarverslag waarin beschreven wordt hoever het staat met de realisatie van de investering die gedekt wordt door de toegekende lening dient te bezorgen, ten laatste op 31 januari, totdat de investering volledig is uitgevoerd; dat het artikel 5 eveneens preciseert dat om de conforme aanwending van de lening te kunnen controleren en opvolgen, de gemeente na de voorlopige ontvangst van het Gewestelijk programma voor informatisering en digitalisering van de plaatselijke besturen (WePulse), de afrekening bezorgt van alle betalingen die met behulp van de toegekende lening verricht werden en dat bij deze afrekening alle bewijsstukken gevoegd worden (eindafrekening, facturen, rekeninguittreksels); dat het artikel 6 preciseert dat de gemeente een vertegenwoordiger van het BGHFGT toelating geeft om op stukken en ter plaatse*

*iedere mogelijke controle uit te oefenen op de aanwending van de toegekende lening, dat in zitting van 6 november 2024, het College van Burgemeester en Schepenen de administratie gevraagd heeft te voldoen aan de artikelen 5 en 6, zodat de lening van de FRBRTC niet kan worden teruggevorderd;*

Gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van 25 maart 2024 betreffende de bruikleenovereenkomst volgens artikel 4, §4 van de ordonnantie van 8 april 1993 houdende oprichting van het BGHGT zoals gewijzigd door de ordonnantie van 24 november 2011 voor het gewestelijk automatiserings- en digitaal transformatieprogramma van de Plaatselijke Besturen (WePulse), besluit als volgt

- de overeenkomst goed te keuren;

Gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van 24 juni 2024 betreffende de begrotingswijziging nr.1 voor de gewone en buitengewone diensten, en meer bepaald

- F.: 009 niet-verdeelbare ontvangsten en uitgaven, artikel 000/742-53, aankoop van informaticamateriaal, verhoging van € 681.186,52
- F.: 839 sociale zekerheid en sociale bijstand, artikel 831/635-51, kapitaalsubsidies voor specifieke doeleinden aan andere overheidsinstellingen, verhoging van € 314.796,01

Gelet op de beraadslaging van het college van burgemeester en schepenen van 23 oktober 2024 betreffende de overeenkomst betreffende het gewestelijk informatiserings- en digitaliseringsprogramma van de Plaatselijke Besturen en de bruiklening van het BGHGT, besluit als volgt

- De verbintenis en de uitbetaling van een bedrag van € 681.186,52 ten voordele van IRISTEAM vzw goed te keuren op het artikel 000/742-53, onder voorbehoud van het beschikbare krediet van de buitengewone begroting 2024 en onder voorbehoud van de goedkeuring van de overeenkomst van de terbeschikkingstelling van ontwikkelingsdiensten van toepassingsoplossingen en betrokken IT-diensten in verschillende domeinen van het automatiserings- en digitaal transformatieprogramma van de plaatselijke besturen, WePulse genaamd (overkoepelend contract);
- De verbintenis en de uitbetaling van een bedrag van € 314.796,01 ten voordele van het OCMW van Etterbeek goed te keuren op het artikel 000/635-51, onder voorbehoud van het beschikbare krediet van de buitengewone begroting 2024 en onder voorbehoud van de goedkeuring van de overeenkomst van de terbeschikkingstelling van ontwikkelingsdiensten van toepassingsoplossingen en betrokken IT-diensten in verschillende domeinen van het automatiserings- en digitaal transformatieprogramma van de plaatselijke besturen, WePulse genaamd (overkoepelend contract).

Gelet op de beraadslaging van het Vast Bureau van het OCMW van 6 oktober 2024 betreffende het WePulse-programma en de toegekende bruiklening van het BGHGT, besluit als volgt

- de inschrijving van de som van € 314.796,01 voor overdracht ontvangsten op het artikel 1040/68500/51 (Toelagen in kapitaal van publiekrechtelijke instellingen voor specifieke investeringen) goed te keuren;
- de overschrijving van de vermelde som ten voordele van de vzw IRISTEAM (Paradigm) op het artikel 1040/74200/55 (Aankoop van informatica- en administratief materieel);

Overwegende dat de contractuele structuur voorgesteld door IRISteam vzw, in aanwezigheid van Paradigm, uit 4 niveaus bestaat:

- Niveau 1 : Algemeen generiek kader of overkoepelende overeenkomst die de contractuele

relatie reguleert;

- Niveau 2 : Bijzonder kader per domein dat elk activiteitendomein uitlegt (bijv. Hard-HR, Soft-HR, ...);
- Niveau 3 : Dienstfiches die verklaren welke diensten gyzweleverd werden door Iristeam vzw en haar onderaannemers voor ieder domein;
- Niveau 4 : Algemeen kader dat overeenkomt met de algemene en onderhoudsdiensten geleverd door Iristeam vzw en haar onderaannemers ;

Overwegende dat deze contractuele structuur zo goed mogelijk bijdraagt aan de verlichting van de diensten verbonden aan een resultaatsverplichting:

- De bepalingen van de overeenkomst die terbeschikking gesteld worden aan diensten voor de ontwikkeling van applicatietoepassingen in de verschillende domeinen van het automatiserings- en digitaal transformatieprogramma van de plaatselijke besturen WePulse (overkoepelend contract) en de bijlagen;
- De bepalingen van het Bijzonder Kader verbonden aan de diensten per domein, van toepassing op de gemeente Etterbeek;
- De specifieke bepalingen hernomen in de “Dienstfiches” die iedere dienst beschrijft die terbeschikking gesteld wordt van de gemeente Etterbeek;

Overwegende dat de onderaannemingsovereenkomst betreffende de verwerking van persoonsgegevens (DPA - Data Processing Agreement) en dat het bestuur de bescherming van de gegevens binnen Paradigm en Iristeam, bijlagen van het overkoepelend contract, de rechten en verplichtingen van iedere partij in het kader van de verwerking van persoonsgegevens definiëren;

BESLIST

1. de overeenkomst goed te keuren voor de terbeschikkingstelling van diensten voor de ontwikkeling van applicatietoepassingen in de verschillende domeinen van het automatiserings- en digitaal transformatieprogramma van de plaatselijke besturen WePulse (overkoepelend contract - niveau 1) en de bijlagen, zoals hernomen in de bijlage van deze beraadslaging om er integraal deel van uit te maken;
2. opdracht te geven aan het college van burgemeester en schepenen om de contracten te sluiten voor de uitvoering (niveau 2 tot 4) van deze overkoepelende overeenkomst.

*2 annexes / 2 bijlagen*

*WePulse\_Contrat\_Faïtier\_V\_2.3\_06\_11\_2024.pdf,*

*WePulse\_Contrat\_Faïtier\_V\_2.3\_06\_11\_2024\_NL.pdf*

## **GRH - personnel communal - HRM - gemeentepersoneel**

### **4 Arrêté organique pour le personnel administratif et technique, de la régie foncière, de soins, d'assistance et parascolaire (enseignement non subventionné) – Chapitre III : DU RECRUTEMENT Modifications.**

Le Conseil communal,

Revu sa délibération du 26/05/1997 (réf. : 26.05.97/A/002) portant modification des arrêtés organiques pour le personnel administratif et technique, de la régie foncière, ouvrier et de maîtrise, de soins, d'assistance et parascolaire – enseignement non subventionné en vue de l'application de la charte sociale, rendue exécutoire par la lettre du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale du

04/09/1997 (réf. 005-97/11749-iv) ;

Vu en particulier les articles 14 et 15 du Chapitre III : DU RECRUTEMENT fixant la période de stage et la procédure applicable pour chaque nomination à titre définitif ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 4 mai 2017 fixant les dispositions générales en matière de recrutement, de promotion et de mobilité interne du personnel communal ;

Considérant qu'il est, dès lors, nécessaire de modifier les articles 14 et 15 dudit statut ;

Considérant que le projet de la présente délibération a été soumis à la négociation avec les organisations syndicales représentatives ; Que ceux-ci ont émis un avis défavorable par rapport à l'augmentation de la période de stage pour les niveaux C de 8 mois à 9 mois ;

Vu les articles 100, 117 et 145 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

De modifier les articles 14 et 15 de l'Arrêté organique pour le personnel communal comme suit :

ANCIEN TEXTE

Article 14.

Chaque recrutement statutaire fera l'objet d'une période de stage.

La période de stage est fixée à : - un an pour les grades du niveau A,

- 8 mois pour les grades des niveaux B et C,

- 6 mois pour les grades des niveaux D et E,

Ce stage peut être prolongé de la moitié au maximum.

Pour le calcul de la durée du stage accompli, ne sont pas prises en compte les absences qui :

pour les niveaux B, C, D et E, en une ou plusieurs fois, excèdent 15 jours, même si, durant celles-ci, le stagiaire est resté dans la position d'activité de service,

pour le niveau A, en une ou plusieurs fois excèdent 30 jours.

Les supérieurs hiérarchiques du stagiaire rédigent un rapport intermédiaire à la moitié du stage sur son activité professionnelle, rapport présenté immédiatement à sa signature.

Le stagiaire peut, lors de la signature, formuler des réserves. S'il refuse de signer, il en est fait mention.

Dans le cas où aucun rapport n'est rédigé, le stagiaire est supposé avoir donné satisfaction pour la période concernée.

Le stagiaire a le droit d'être entendu par l'autorité revêtue du pouvoir de nomination (voir art. 7 supra) sur le contenu des rapports. A cette occasion, il peut se faire assister d'un défenseur de son choix.

Article 15.

La nomination définitive peut être prise en considération à partir de 18 ans.

A la fin du stage, un rapport détaillé est rédigé pour information de l'autorité revêtue du pouvoir de nomination, celui-ci contient les avis du Secrétaire communal et des supérieurs hiérarchiques directs du stagiaire

Le stagiaire reconnu apte est nommé à titre définitif dans le grade pour lequel il a passé un examen de recrutement.

Lors de sa nomination définitive, le stagiaire prête le serment prescrit par la loi. Le stagiaire qui néglige ou refuse de prêter le serment est réputé démissionnaire.

Le stagiaire qui n'est pas déclaré apte est licencié moyennant un préavis dont la durée est égale à celle du stage déjà accompli, sans être inférieure à quatre semaines ni supérieure à douze semaines.

Le stagiaire doit toujours être entendu avant que l'on ne procède au licenciement pour inaptitude professionnelle. A cette occasion, il peut se faire assister par un défenseur de son choix.

Pendant la durée du préavis, le stagiaire peut, en vue de rechercher un nouvel emploi, s'absenter deux fois un demi-jour par semaine ou une journée entière avec maintien de sa rémunération.

Si l'intérêt du service l'exige, notamment en cas d'inaptitude physique, le préavis est remplacé par une indemnité dont le montant est égal à la rémunération correspondant soit à la durée du préavis,

soit à la partie du délai de préavis restant à courir.

## NOUVEAU TEXTE

### Article 14

Chaque nomination à titre définitif dans un emploi statutaire fera l'objet d'une période de stage. Le stage vise à l'intégration du stagiaire dans l'administration et doit permettre à l'autorité investie du pouvoir de nomination d'apprécier l'aptitude du stagiaire à exercer la fonction qui lui a été assignée.

La période de stage est fixée à : - un an pour les agents de niveau A et B ;

- 9 mois pour les agents de niveau C ;

- 6 mois pour les niveaux D et E.

Ce stage peut être prolongé pour une durée maximale qui ne dépasse pas la durée initiale du stage.

Pour le calcul de la durée du stage accompli, les absences qui, en une ou plusieurs fois, excèdent 20 jours ouvrables, ne sont pas prises en compte pour la durée du stage. Le congé annuel, le congé supplémentaire et le congé de circonstances n'impactent pas la durée du stage.

Les prestations effectuées dans la même fonction en qualité d'agent contractuel pendant une période ininterrompue peuvent être prises en compte pour couvrir la durée de stage.

Si tel n'est pas le cas les motifs seront consignés dans un rapport qui sera soumis à l'agent. L'agent a le droit d'être entendu, dans les 30 jours calendrier qui suivent la réception du rapport, par la commission de recours, sur le contenu du rapport.

La demande d'audition se fait par écrit auprès de la secrétaire communale.

Durant la période de stage au moins trois rapports de fonctionnement seront établis par le(s) supérieure(s) hiérarchique(s). Le rapport est communiqué au stagiaire qui peut, le cas échéant, y ajouter ses observations.

A la fin du stage, un rapport circonstancié est rédigé à l'attention de l'autorité revêtue du pouvoir de nomination. Le résultat du rapport final est favorable ou défavorable.

Une copie du rapport sera notifiée au stagiaire dans les quinze jours et fera mention des voies de recours.

Le stagiaire a le droit d'être entendu, dans les 30 jours calendrier qui suivent la réception du rapport, par la commission de recours, instituée pour les évaluations du personnel. A cette occasion, il peut se faire assister par la personne de son choix.

La demande d'audition se fait par écrit auprès de la secrétaire communale.

La commission de recours motive sa décision.

L'agent contractuel dont la dernière évaluation est « favorable » à l'issue de son examen, sera, s'il en fait la demande, dispensé du stage préalable à la nomination à la fonction qu'il exerce et sur laquelle a porté l'évaluation, pourvu qu'il n'ait pas fait l'objet dans l'intervalle d'une sanction disciplinaire non radiée.

### Article 15

Le membre du personnel conserve sa qualité de stagiaire jusqu'à la date où une décision définitive de nomination ou de licenciement est prise.

Le stagiaire reconnu apte est nommé à titre définitif dans le grade pour lequel il a passé un examen de recrutement.

Lors de sa nomination définitive, le stagiaire prête le serment prescrit par la loi. Le stagiaire qui néglige ou refuse de prêter le serment est réputé démissionnaire.

Le stagiaire qui n'est pas déclaré apte est licencié moyennant un préavis dont la durée est égale à celle du stage déjà accompli, sans toutefois être inférieure à quatre semaines ni supérieure à douze semaines.

Le stagiaire doit toujours être entendu, par l'autorité revêtue du pouvoir de nomination, avant que l'on ne procède au licenciement pour inaptitude professionnelle. A cette occasion, il peut se faire assister par un défenseur de son choix.

Pendant la durée du préavis, le stagiaire peut, en vue de rechercher un nouvel emploi, s'absenter deux fois un demi-jour par semaine ou une journée entière avec maintien de sa rémunération.

Si l'intérêt du service l'exige, notamment en cas d'inaptitude physique ou de nécessité d'éloigner l'agent du service, le préavis est remplacé par une indemnité dont le montant est égal à la rémunération correspondant soit à la durée du préavis, soit à la partie du délai de préavis restant à courir.

### **Organiek besluit voor het administratief en technisch personeel, personeel van het grondbeleid, verzorgings-, bijstands- en buitenschools personeel (niet-gesubsidieerd onderwijs) – Hoofdstuk III OVER DE AANWERVING - Wijzigingen.**

De Gemeenteraad,

gezien zijn beraadslaging van 26/05/1997 (ref. : 26.05.97/A/002) houdende wijziging van de organieke besluiten voor het administratief en technisch personeel, van het grondbeleid, verzorgings-, bijstands- en buitenschools personeel – niet-gesubsidieerd onderwijs in toepassing van het sociaal handvest, uitvoerbaar geworden door het schrijven van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 04/09/1997 (ref. : 005-97/11749-iv) ;

gelet in het bijzonder artikels 14 en 15 van Hoofdstuk III : OVER DE AANWERVING houdende bepaling van de stageperiode en de procedure van toepassing voor elke benoeming in vast verband; gezien het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 4 mei 1997 houdende vaststelling van de algemene bepalingen inzake de aanwerving, de bevordering en interne mobiliteit van het gemeentepersoneel;

gezien het noodzakelijk is om op basis van dit Besluit om artikels 14 en 15 van het huidig statuut te wijzigen;

overwegende dat er over het ontwerp van deze beraadslaging onderhandeld werd met de representatieve vakbondsorganisaties; dat deze een ongunstig advies hebben gegeven betreffende de verhoging van de stageperiode voor de niveaus C van 8 maanden naar 9 maanden;

gelet op artikels 100, 117 en 145 van de nieuwe gemeentewet ;

BESLIST :

Om artikels 14 en 15 van het Organiek Besluit voor het gemeentepersoneel te wijzigen zoals volgt :

OUDE VERSIE

Artikel 14.

Elke statutaire aanwerving zal voorafgegaan worden door een stageperiode.

De stageperiode wordt vastgesteld op : - een jaar voor de graden van het niveau A,

- 8 maanden voor de graden van de niveaus B en C,

- 6 maanden voor de graden van de niveaus D en E.

De stage kan verlengd worden met de helft tot de maximale duur van de oorspronkelijke stageperiode.

Voor de berekening van de duur van de volbrachte stage worden de afwezigheden niet meegerekend die :

voor de niveaus B, C, D en E, in een of meerdere malen, 15 dagen overschrijden, zelfs indien de stagiair tijdens deze afwezigheden in actieve dienst is gebleven,

voor het niveau A, in een of meerdere malen, 30 dagen overschrijden.

De hiërarchische meerderen van de stagiair maken een tussentijds verslag in de helft van de stage op over zijn beroepsactiviteit. Dit verslag wordt onmiddellijk aan de stagiair ter ondertekening voorgelegd.

De stagiair mag, bij het ondertekenen, zijn opmerkingen formuleren. Als hij weigert te tekenen, zal dit vermeld worden.

Indien er geen verslag is opgemaakt, wordt de stagiair geacht te voldoen voor de betrokken periode.

De stagiair heeft het recht om door de benoemde overheid (zie bovenvermeld art. 7) gehoord te worden over de inhoud van de verslagen. Hij kan zich hierbij laten bijstaan door een verdediger van zijn keuze.

#### Artikel 15.

De benoeming in vast verband kan overwogen worden vanaf de leeftijd van 18 jaar.

Op het einde van de stage wordt ter informatie voor de benoemde overheid een uitvoerig verslag opgemaakt dat de adviezen bevat van de Gemeentesecretaris en de rechtstreeks hiërarchische meerderen van de stagiair.

De stagiair die voldoet, wordt in vast verband benoemd in de graad waarvoor hij het wervingsexamen heeft afgelegd.

Bij de vaste aanstelling legt de stagiair de wettelijk voorgeschreven eed af. De stagiair die verzuimt, of die weigert de eed af te leggen, wordt geacht ontslag te nemen.

De stagiair die niet voldoet, wordt afgedankt mits het naleven van een opzeggingsperiode waarvan de duur gelijk is aan deze van de reeds volbrachte stage, en die niet korter is dan vier weken of langer dan twaalf weken.

De stagiair dient steeds gehoord te worden vooraleer er tot ontslag wegens beroepsongeschiktheid kan overgaan worden. De stagiair kan zich hierbij laten bijstaan door een verdediger van zijn keuze.

Tijdens de opzegtermijn is het toegestaan twee halve dagen of een volle dag per week met behoud van de bezoldiging van het werk weg te blijven om naar een nieuwe betrekking uit te zien.

Als het belang van de dienst het vereiste, bv. in geval van lichamelijke ongeschiktheid, wordt de opzeggingsperiode vervangen door een vergoeding waarvan het bedrag gelijk is aan de bezoldiging overeenstemmend met de duur van de opzeggingsperiode of met het overblijvende gedeelte ervan.

#### NIEUWE VERSIE

Elke vaste benoeming in statutair verband wordt voorafgegaan door een stageperiode.

De stage is gericht op de integratie van de stagiair in het bestuur en moet de benoemde overheid in staat stellen de geschiktheid van de stagiair voor de toegewezen functie te beoordelen.

De stageperiode wordt vastgesteld op : - een jaar voor de personeelsleden van niveau A en B,  
- 9 maanden voor de personeelsleden C,  
- 6 maanden voor de graden van de niveaus D en E.

Deze stage kan worden verlengd voor een periode die niet langer is dan de oorspronkelijke duur van de stage.

Voor de berekening van de duur van de volbrachte stage worden de afwezigheden, die in één of meerdere malen, 20 werkdagen overschrijden, niet meegerekend voor de duur van de stage. De jaarlijkse vakantiedagen, de bijkomende vakantiedagen en het omstandigheidsverlof hebben geen impact op de duur van de stage.

De prestaties verricht gedurende een doorlopende periode in dezelfde functie als contractueel kunnen in aanmerking genomen worden als stageperiode.

Als dit niet het geval is, zullen de redenen worden vastgelegd in een rapport dat aan de agent moet worden voorgelegd.

Het personeelslid heeft het recht om binnen 30 kalenderdagen na ontvangst van het rapport door de beroepscommissie gehoord te worden over de inhoud van het rapport.

Het verzoek om te worden gehoord moet schriftelijk worden ingediend bij de gemeentesecretaris.

Tijdens de stageperiode worden minstens drie functioneringsrapporten opgemaakt door de hiërarchische overste(n). Het rapport wordt meegedeeld aan de stagiair die er desgevallend zijn opmerkingen kan aan toevoegen.

Op het einde van de stage wordt er een eindverslag opgesteld voor het tot benoeming bevoegd gezag. Het wordt afgesloten met de vermelding "gunstig" of "ongunstig".

De stagiair ontvangt binnen de vijftien dagen een afschrift van dat eindverslag en de mogelijkheden tot beroep zullen vermeld worden.

De stagiair heeft het recht om binnen 30 kalenderdagen na ontvangst van het rapport door de beroepscommissie, ingesteld voor de evaluaties van het personeel, gehoord te worden. Hij kan zich hierbij laten bijstaan door een verdediger van zijn keuze.

Het verzoek om te worden gehoord moet schriftelijk worden ingediend bij de gemeentesecretaris.

De beroepscommissie motiveert haar beslissing.

Het contractueel personeelslid waarvan de laatste evaluatie na het examen "gunstig" is, zal indien hij/zij daarom verzoekt, worden vrijgesteld van de stage voorafgaand aan de benoeming voor de functie die hij/zij uitoefent en waarop de evaluatie betrekking had, op voorwaarde dat hij/zij in de tussentijd geen niet geschrapte tuchtstraf heeft gekregen.

Artikel 15.

Het personeelslid behoudt zijn status van stagiair tot de datum waarop een definitief besluit wordt genomen van benoeming of ontslag.

De stagiair die voldoet, wordt in vast verband benoemd in de graad waarvoor hij het wervingsexamen heeft afgelegd.

Bij de vaste aanstelling legt de stagiair de wettelijk voorgeschreven eed af. De stagiair die verzuimt, of die weigert de eed af te leggen, wordt geacht ontslag te nemen.

De stagiair die niet voldoet, wordt ontslagen mits het naleven van een opzeggingsperiode waarvan de duur gelijk is aan deze van de reeds volbrachte stage, en die niet korter is dan vier weken of langer dan twaalf weken.

De stagiair dient steeds gehoord te worden, door het tot benoeming bevoegde gezag, vooraleer er tot ontslag wegens beroepsongeschiktheid kan overgaan worden. De stagiair kan zich hierbij laten bijstaan door een verdediger van zijn keuze.

tijdens de opzegtermijn mag de stagiair, om een nieuwe baan te zoeken, twee keer een halve dag of een hele dag afwezig zijn op het werk, met behoud van loon.

Als het belang van de dienst het vereist, bv. in geval van fysieke ongeschiktheid of de noodzaak om het personeelslid uit de dienst te nemen, wordt de opzeggingsperiode vervangen door een vergoeding waarvan het bedrag gelijk is aan de bezoldiging overeenstemmend met de duur van de opzeggingsperiode of met het overblijvende gedeelte ervan.

## **Service de prévention - Preventiedienst**

### **5 Adhésion de la Commune d'Etterbeek au Forum Européen pour la Sécurité Urbaine ou EFU (European Forum for Urban Security) pour l'année 2025 - Approbation**

#### ***(Complémentaire)***

Le Conseil communal,

Considérant la décision du Collège de Police du 13 septembre 2024 décidant l'adhésion de la Commune d'Etterbeek au Forum Européen pour la Sécurité Urbaine ou EFUS (European Forum for Urban Security) ;

Attendu que le Forum Européen pour la Sécurité Urbaine (EFUS) créé en 1987 et rassemblant 250 villes et régions de 17 pays, est le seul réseau européen de collectivités territoriales dédié à la réflexion, à la coopération et au soutien des élus et de leurs équipes en matière de sécurité urbaine ;

Attendu qu'EFUS est un réseau qui permet de mutualiser les expériences locales de collectivités et

de favoriser les échanges d'expériences entre celles-ci ; accompagnant ses membres dans la création de méthodes et d'outils innovants ;

Attendu qu'EFUS a par ailleurs développé un nouveau réseau européen des polices locales EU-POLNET visant à mettre en place un forum d'échanges dédié aux polices locales et régionales afin d'une part, de développer à la fois leurs expertises et bonnes pratiques sur base d'échanges, et, d'autre part, de promouvoir le rôle des polices locales en matière de sécurité urbaine sur le plan européen et international ;

Attendu que les objectifs d'EFUS sont de :

- promouvoir une vision équilibrée de la sécurité urbaine, alliant prévention, sanction et cohésion sociale ;

- soutenir les collectivités territoriales dans la conception, la mise en œuvre et l'évaluation de leurs politiques locales de sécurité ;

- renforcer le rôle des collectivités territoriales et des élus locaux au sein de la gouvernance nationale et européenne, pour faire reconnaître leurs rôles dans le développement des politiques de sécurité ;

Attendu qu'EFUS bénéficie d'un statut participatif auprès du Conseil de l'Europe et d'un statut consultatif auprès de la Commission européenne et des Nations Unies et :

- est membre du Forum de la Société Civile sur les Drogues et participe aux travaux du Réseau Européen pour la Prévention de la Criminalité ;

- qu'il coordonne le Partenariat sur la sécurité des espaces publics de l'Agenda urbain pour l'UE,

- qu'il est vice-président régional (Europe) du programme Global Network on Safer Cities, mené par ONU-habitat et partenaire régional de Strong Cities Network,

- qu'il est membre du Global Parliament of Mayors et co-fondateur du centre international pour la prévention de la criminalité et est reconnu par l'Organisation des Etats américains en tant qu'organisation représentant la société civile ;

Attendu que certaines collectivités notamment belges bénéficient en plus d'une représentation au niveau national par le biais de Forums nationaux ;

Considérant qu'il importe que la Commune d'Etterbeek adhère au Forum Européen pour la Sécurité Urbaine afin de bénéficier des travaux de ce réseau en matière de sécurité urbaine ;

Attendu que l'adhésion vaut pour le Forum Européen ainsi que pour le Forum Belge pour la Sécurité Urbaine (cotisation unique) ;

Attendu que le montant de la cotisation pour l'année 2025 s'élève à 3102€ ;

Considérant la décision du Collège de Police du 13 septembre 2024 susmentionnée décidant que la Commune d'Etterbeek refacturera intégralement la cotisation à la Zone de Police ;

DECIDE d'approuver l'adhésion de la Commune d'Etterbeek au Forum Européen pour la Sécurité Urbaine ou EFUS (European Forum for Urban Security) ainsi que le paiement de la cotisation annuelle s'élevant à 3102€ pour l'année 2025.

La présente délibération sera soumise aux autorités de tutelle conformément aux dispositions légales.

### **Aansluiting van de gemeente Etterbeek bij het European Forum for Urban Security (EFUS) voor het jaar 2025 - Goedkeuring (Aanvullend)**

De gemeenteraad,

Gelet op de beslissing van het Politiecollege van 13 september 2024 over de toetreding van de gemeente Etterbeek tot het European Forum for Urban Security (EFUS);

Overwegende dat het European Forum for Urban Security (EFUS) werd opgericht in 1987 en 250 gewesten en steden uit 17 landen verenigt, het enige Europese netwerk van lokale overheden is gewijd aan reflectie, coöperatie en ondersteuning van de verkozenen en hun team op het gebied van stedelijke veiligheid;

Overwegende dat EFUS een netwerk is dat toelaat de ondervindingen van lokale overheden te bundelen en de uitwisseling ervan aan te moedigen; en hierbij de leden bijstaat in het creëren van methodes en innovatieve hulpmiddelen;

Overwegende dat EFUS bovendien een nieuw Europees netwerk van lokale politiezones EU-POLNET heeft ontwikkeld om een uitwisselingsforum gewijd aan de lokale en regionale politiezones op te richten om enerzijds hun expertises en verantwoorde werkwijzes op basis van uitwisselingen te ontwikkelen en anderzijds om de rol van lokale politiezones inzake stedelijke veiligheid naar het Europees en internationaal niveau te tillen;

Overwegende dat de doelstellingen van EFUS de volgende zijn:

-een evenwichtige visie op stedelijke veiligheid promoten, waarbij preventie, sanctie en sociale cohesie gecombineerd worden;

-lokale overheden ondersteunen in de oprichting, de inwerkingstelling en evaluatie van hun lokaal veiligheidsbeleid;

-de rol van de lokale overheden en de verkozenen versterken, binnen het nationaal en Europees bestuur, om hun rol te herkennen in de ontwikkeling van het veiligheidsbeleid;

Overwegende dat EFUS van een participatief statuut geniet bij de Raad van Europa en de Verenigde Naties en:

-lid is van het Civil Society Forum on Drugs en deelneemt aan de activiteiten van het European Crime Prevention Network;

-dat het het Partnership on the security of public spaces of the Urban Agenda for the EU coördineert,

-dat het regionaal vicepresident (Europa) is van het Global Network on Safer Cities-programma, onder leiding van de UN-Habitat en de regionale partner van Strong Cities Network,

-dat het lid is van het Global Parliament of Mayors en mede-oprichter is van het International Centre for the Prevention of Crime en erkend is door de Organisation of the American States als organisatie die de burgermaatschappij vertegenwoordigt;

Overwegende dat sommige, met name Belgische, overheden bovendien genieten van een vertegenwoordiging op nationaal niveau door middel van nationale Fora;

Overwegende dat het belangrijk is dat de gemeente Etterbeek zich aansluit bij het European Forum for Urban Security om te genieten van de activiteiten van dit netwerk inzake stedelijke veiligheid;

Overwegende dat de aansluiting zowel geldt voor het European Forum for Urban Security als voor het Belgian Forum for Urban Security (eenmalige contributie);

Overwegende dat het bedrag van de contributie voor het jaar 2025 3102 € bedraagt ;

Overwegende dat de bovengenoemde beslissing van het Politiecollege van 13 september 2024 bepaalt dat de gemeente Etterbeek de contributie volledig terugbetaalt aan de Politiezone;

BESLIST zowel de aansluiting van de gemeente Etterbeek bij het European Forum for Urban Security (EFUS) als de betaling van de contributie van 3102€ voor het jaar 2025 goed te keuren.

Deze beraadslaging zal worden voorgelegd aan de toezichthoudende overheid in overeenstemming met de wettelijke bepalingen.

## **Régie foncière - Collège A - Regie van grondbeleid - college A**

### **6 Patrimoine Régie/Rénovation – Cité Jouët-Rey – Acte de renouvellement du droit rée d'emphytéose entre le CPAS de Bruxelles et la Commune d'Etterbeek. (Complémentaire)**

Le Conseil Communal,

Considérant le droit d'emphytéose conclu, en vertu d'un acte reçu devant le notaire James Dupont le 18/12/1996, entre le CPAS de Bruxelles et la Commune d'Etterbeek pour une durée de trente (30)

ans ayant pris cours le 15/10/1996 pour se terminer de plein droit le 15/10/2026 ;

Considérant que la Commune a informé le CPAS de Bruxelles de son souhait de renouveler le droit d'emphytéose pour une nouvelle durée de trente (30) ans, à partir du 16/10/2026 pour se terminer le 16/10/2056 ;

Considérant la décision du Conseil de l'action sociale de Bruxelles du 14/06/2013

- D'accorder un nouveau bail emphytéotique à la Commune d'Etterbeek pour une durée de 30 ans, portant sur les 24 maisons situées à Etterbeek, rue Général Henry 13 à 43 et rue des Cultivateurs 32 à 46 ainsi que le jardin intérieur, à partir du 16/10/2026, pour cause d'utilité publique et à titre gratuit
- De désigner Maître Julien Vandenbulcke comme Notaire

Considérant que les maisons seront données en gestion à l' AIS-Etterbeek ;

Considérant le projet d'acte rédigé par le Notaire Julien Vandenbulcke ;

Vu les articles 117 et 232 de la Nouvelle Loi Communale ;

DECIDE d'approuver les termes et la signature de l'acte de renouvellement du droit réel d'emphytéose entre le CPAS de Bruxelles et la Commune d'Etterbeek portant sur les 24 maisons situées à Etterbeek, rue Général Henry 13 à 43 et rue des Cultivateurs 32 à 46 ainsi que le jardin intérieur, à partir du 16/10/2026, pour cause d'utilité publique et à titre gratuit.

### **Erfgoed Regie/Renovatie – Cité Jouët-Rey – Vernieuwingsakte van het zakelijk recht van erfpacht tussen het OCMW van Brussel en de gemeente Etterbeek. (Aanvullend)**

De gemeenteraad,

Gelet op het recht van erfpacht overeengekomen tussen het OCMW van Brussel en de gemeente Etterbeek voor een termijn van dertig (30) jaar, op grond van een akte bekomen door notaris James Dupont, dat inging op 15/10/1996 en dat van rechtswege zal aflopen op 15/10/2026;

Overwegende dat de gemeente het OCMW van Brussel op de hoogte heeft gebracht van haar wens om het recht van erfpacht te verlengen met nog eens dertig (30) jaar, vanaf 16/10/2026 tot 16/10/2056;

Overwegende de beslissing van de raad voor maatschappelijk welzijn van Brussel van 14/06/2013

- Om een nieuw erfpacht toe te kennen aan de gemeente Etterbeek voor een periode van 30 jaar, betreffende de 24 woningen te Etterbeek, Generaal Henrystraat 13 tot 43 en Landbouwersstraat 32 tot 46 en binnentuin. En dit vanaf 16/10/2026, voor openbaar nut en kosteloos.
- Om meester Julien Vandenbulcke aan te stellen als notaris

Overwegende dat de woningen in beheer worden gegeven aan het SVK-Etterbeek;

Overwegende dat de projectakte opgesteld wordt door notaris Julien Vandenbulcke;

Gelet op artikels 117 en 232 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST de termijnen en ondertekening van de vernieuwingsakte van het zakelijk recht van erfpacht tussen het OCMW van Brussel en de gemeente Etterbeek betreffende de 24 woningen te Etterbeek, Generaal Henrystraat 13 tot 43 en Landbouwersstraat 32 tot 46 en binnentuin goed te keuren. Dit vanaf 16/10/2026 en voor openbaar nut en kosteloos.

## Jeunesse - Jeugd

### 7 A.S.B.L. La Clef : comptes 2023, budget 2024 et participation financière

Le conseil communal,

Vu le règlement relatif au contrôle de l'octroi des subsides adoptés par le Conseil communal en date du 15 octobre 2007 et adapté au Conseil Communal du 18 septembre 2017;

Considérant qu'un subside de 38 600 euros en faveur de l'asbl "La Clef" a été inscrit à l'article budgétaire 761/332-02/20 de 2024;

Considérant que l'asbl "La Clef" a introduit ses comptes 2023 et son budget 2024 en bonne et due forme; Vu les articles 93 et 117 de la Nouvelle Loi Communale;

DECIDE

1. De prendre acte les comptes 2023 et budget 2024 de l'asbl "La Clef", arrêtés au 31 décembre 2023, tels qu'ils sont repris en annexes;
2. Et de liquider la participation financière 2024 alloué à cette ASBL

### V.Z.W. La Clef : rekenigen 2023, begroting 2024 en financiële bijdrage

De gemeenteraad,

gezien het reglement betreffende het toezicht op de toekenning van subsidies goedgekeurd door de gemeenteraad op 15 oktober 2007 en aangepast door de Gemeenteraad op 18 september 2017;

overwegende dat een toelage van 38 600 euro ten gunste van de vzw "La Clef" op artikel 761/332-02/20 van de begroting 2024 ingeschreven werd;

overwegende dat de vzw "La Clef" zijn rekeningen 2023 en zijn begroting 2024 correct heeft ingediend;

gelet op artikels 93 en 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST

1. van de rekening 2023 en de begroting 2024 van de vzw "La Clef", afgesloten op 31 december 2023, akte te nemen zoals die in bijlage opgenomen zijn;
2. en om de financiële bijdrage 2024 toegekend aan deze vzw te betalen.

4 annexes / 4 bijlagen

Budget prévisionnel 2024\_29\_05.xlsx, Comptes annuels 2023.pdf, La Clé - Bilan 2023[2].pdf, Bilan.pdf

## Sécurité routière - Verkeersveiligheid

### 8 Arrêté Ministériel octroyant une subvention a la commune d'Etterbeek dans le cadre de l'appel « mobilité durable, volet b « mobilité scolaire » durant l'année scolaire 2024-2025 (Complémentaire)

Le Conseil communal,

Considérant l'introduction en mars 2024, auprès de Bruxelles Mobilité, d'une demande de subsides concernant l'encadrement des rues scolaires afin de garantir la sécurité des abords d'école ;

Vu l'accord de principe de la subvention donnée par Madame la Ministre chargée de la Mobilité, des Travaux publics et de la Sécurité routière relatif à la « Mobilité scolaire active » ;

Considérant que la subvention couvre la période du 26/08/2024 au 04/07/2025 ;

Considérant que la Région bruxelloise subsidie cette action pour un montant de 13.250,00 EUR ;

Vu le projet d'Arrêté ministériel afin d'obtenir lesdits subsides ;

Décide de prendre connaissance de l'obtention d'un subside de 13.250,00 EUR pour l'action Mobilité scolaire active :

**Arrêté ministériel octroyant une subvention de 13.250,00 EUR à la commune d'Etterbeek pour l'organisation d'actions de sensibilisation dans le cadre de l'appel "Mobilité durable, Volet B 'Mobilité scolaire'" durant l'année scolaire 2024-2025.**

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée de la Mobilité, des Travaux publics et de la Sécurité routière,

Vu l'ordonnance organique du 23 février 2006 portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle, en particulier les articles 15 et 92 à 95 ;

Vu l'ordonnance du 22 décembre 2023 contenant le Budget général des dépenses de la Région de Bruxelles-Capitale pour l'année budgétaire 2024 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2000 portant règlement de son fonctionnement et réglant la signature des actes du Gouvernement, l'article 5, 14°, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 décembre 2021 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 juillet 2019 fixant la répartition des compétences entre les Ministres du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, l'article 3 ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le ...

Considérant les objectifs et les actions du Plan Régional de Mobilité "Good Move" approuvé par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale le 25 mars 2021 ;

Considérant l'objectif de "Good Move" visant à encourager l'utilisation du mode de déplacement le plus approprié pour chaque déplacement à effectuer ;

Considérant l'objectif de "Good Move" relatif au devoir d'exemplarité de l'administration régionale en matière de gestion de la mobilité et sa vocation à encourager les communes dans ce sens ;

Considérant l'objectif de "Good Move" visant à établir un partenariat constructif avec les 19 communes et à les soutenir et les accompagner dans la mise en œuvre concertée et cohérente des actions (GOOD PARTNER) ;

Considérant l'objectif de "Good Move" visant à soutenir de manière proactive les générateurs de déplacements et à se concentrer sur les déplacements quotidiens (GOOD CHOICE) ;

Considérant l'objectif de "Good Move" relatif au développement de conditions favorisant un transfert de l'utilisation de la voiture privée vers les modes actifs ;

Considérant l'objectif de "Good Move" relatif au renforcement du rôle de la marche comme base du système de la mobilité

Considérant la loi du 16 mai 2003 fixant les dispositions générales applicables aux budgets, au contrôle des subventions et à la comptabilité des communautés et des régions, ainsi qu'à l'organisation du contrôle de la Cour des comptes, les articles 11 à 14 ;

Considérant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 décembre 2021 relatif au contrôle budgétaire, à l'établissement du budget, aux modifications du budget et au monitoring de l'exécution du budget de l'entité régionale, les articles 47 et 66, §2 ;

Arrête :

Article 1er. Une subvention de 13.250,00 EUR est octroyée à la commune d'Etterbeek, Avenue des

Casernes 31/1 , 1040 Etterbeek, ci-après dénommée « le bénéficiaire ».

Ce montant sera versé sur le compte n° BE54 0910 0014 2697 du bénéficiaire.

Afin de prévenir les malversations, en cas de création ou modification de coordonnées bancaires, une attestation du bénéficiaire doit être envoyée à [bmsubvention@sprb.brussels](mailto:bmsubvention@sprb.brussels).

Art. 2. La présente subvention sera imputée à l'allocation de base 17.002.27.01.4322 du Budget général des dépenses de la Région de Bruxelles-Capitale pour l'année budgétaire 2024, dans la limite des crédits disponibles.

La subvention est gérée par la Direction Mobilité et Sécurité routière de Bruxelles Mobilité.

Art. 3. La subvention concerne l'organisation de l'accompagnement de rues scolaires.

La subvention couvre la période du 26/08/2024 au 04/07/2025.

Art. 4. Les dépenses qui pourront être prises en charge par la subvention sont les suivantes :

- frais de personnel
- frais de sous-traitance/tiers/honoraires
- frais de déplacements

Sont éligibles les factures relatives à des fournitures livrées ou des prestations fournies pendant la période de couverture, et qui permettent d'identifier clairement le type de frais concerné, et ce quelle que soit la date de la facture. Le libellé et l'année du projet doivent cependant être repris par la société émettrice sur toutes les factures émises en dehors de la période de couverture.

Art. 5. Il sera fait mention du soutien de la Région de Bruxelles-Capitale, de son logo et/ou du logo de Bruxelles Mobilité lors de toute communication du bénéficiaire relative à l'objet de la subvention, quel qu'en soit le support.

Dans toute reproduction du logo de la Région de Bruxelles-Capitale, le bénéficiaire veillera à respecter scrupuleusement la charte graphique du Service public régional de Bruxelles, disponible via [info@sprb.brussels](mailto:info@sprb.brussels).

Art. 6. La subvention sera liquidée en deux tranches :

Une première tranche de 7.950,00 EUR sur la base d'une déclaration de créance établie selon le modèle fourni et envoyée sous format PDF à [invoice@sprb.brussels](mailto:invoice@sprb.brussels), avec copie à [aldepeint@sprb.brussels](mailto:aldepeint@sprb.brussels), après la notification du présent arrêté au bénéficiaire.

Le solde de 5.300,00 EUR sur présentation :

- d'une déclaration de créance établie selon le modèle fourni et envoyée sous format PDF à [invoice@sprb.brussels](mailto:invoice@sprb.brussels), avec copie à [aldepeint@sprb.brussels](mailto:aldepeint@sprb.brussels) (une seule demande de paiement par mail, dans un fichier PDF unique).
- du dossier complet de justificatifs envoyé à [aldepeint@sprb.brussels](mailto:aldepeint@sprb.brussels) (+ [swalschap@sprb.brussels](mailto:swalschap@sprb.brussels) en copie) comprenant :
  - une copie de la déclaration de créance
  - le rapport financier (établi selon le modèle fourni) appuyé de tous les justificatifs des dépenses éligibles prévues par l'arrêté qui sont nommés, numérotés et inventoriés. Chaque justificatif présenté doit être une copie certifiée conforme de l'original et doit obligatoirement être accompagné d'un extrait de compte ou d'un ticket prouvant la dépense
  - la déclaration sur l'honneur de bonne utilisation du subside (établie selon le modèle fourni)
  - la déclaration sur l'honneur relative aux frais de personnel (établie selon le modèle fourni)
  - le rapport d'activités complété et signé (établi selon le modèle fourni)
  - un exemplaire de chaque support promotionnel, s'il échet

Les factures originales doivent mentionner qu'il s'agit d'une dépense financée par la Région de Bruxelles-Capitale ; la mention « Bruxelles Mobilité » doit être apposée sur chaque pièce originale.

Le dossier complet de justificatifs doit être introduit au plus tard le 31/12/2025 selon les modalités reprises ci-dessus. Si le dossier de justificatifs est introduit après cette date, le bénéficiaire perd tout droit à la subvention ; l'obligation de paiement de la Région de Bruxelles-Capitale y relative est alors automatiquement annulée.

L'introduction du dossier de justificatifs donne lieu au décompte final du montant effectivement dû. L'envoi ultérieur de pièces justificatives supplémentaires n'est dès lors pas pris en compte, sauf demande expresse émanant du contrôleur financier de Bruxelles Mobilité.

La liquidation des différentes tranches de la présente subvention est suspendue aussi longtemps que le bénéficiaire, pour une subvention analogue reçue antérieurement, n'a pas, le cas échéant, régularisé sa situation.

Art. 7. Tout paiement en exécution du présent arrêté n'a pas pour conséquence de créer dans le chef du bénéficiaire un droit inconditionnel à l'octroi de la subvention, chaque versement étant liquidé à titre de provision.

Le bénéficiaire de la subvention mettra à la disposition de la Région ou de toute personne mandatée par elle, ainsi que de la Cour des comptes, les documents généraux et comptables nécessaires au contrôle de l'emploi de la subvention.

La partie non justifiée de la subvention telle qu'elle apparaîtrait dans les comptes remis à l'appui de la demande de liquidation du solde de la subvention devra être remboursée à la Région de Bruxelles-Capitale.

Art. 8. Sans préjudice des dispositions du présent arrêté, le bénéficiaire de la présente subvention engage et gère son personnel sous sa seule responsabilité.

La Région de Bruxelles-Capitale ne peut être rendue responsable de tout dommage causé à des tiers du chef de la réalisation de l'opération décrite à l'article 3.

Art. 9. La présente subvention est soumise à toutes les dispositions contenues dans l'ordonnance organique du 23 février 2006 portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle, notamment ses articles 92 à 95. Toutes les obligations mises à charge du bénéficiaire par le présent arrêté constituent des conditions au sens de l'article 94 de l'ordonnance précitée, tout comme le respect intégral des dispositions législatives et réglementaires applicables à l'exécution de l'objet de la présente subvention, en particulier la réglementation des marchés publics lorsqu'elle est applicable.

Art. 10. Toute demande de modification (période de couverture, délai de remise du dossier de justificatifs, répartition du budget entre les différents postes de dépenses) doit obligatoirement faire l'objet d'une demande d'établissement d'un avenant au plus tard 8 semaines avant la fin de la période de couverture de la subvention.

Art. 11. Le présent arrêté entre en vigueur à la date de sa signature.

### **Ministerieel Besluit dat een subsidie toekent aan de gemeente Etterbeek in het kader van de oproep "duurzame mobiliteit, luik b "schoolmobiliteit" voor het schooljaar 2024-2025 (Aanvullend)**

De gemeenteraad,

Gelet op de volgende indiening bij Brussel Mobiliteit, in maart 2024, van een subsidieaanvraag betreffende de omkadering van de schoolstraten om de veiligheid nabij de school te garanderen ;

Gelet op het akkoord voor subsidies toegekend door Mevrouw de minister bevoegd voor Mobiliteit, Openbare Werken en Verkeersveiligheid betreffende "Actieve schoolmobiliteit";

Overwegende dat de subsidie de periode 26/08/2025 - 04/07/2025 dekt;

Overwegende dat het Brussels Hoofdstedelijke Gewest deze actie subsidieert voor een bedrag van 13.250,00 EUR;

Gelet op het bijgevoegde ontwerp van de overeenkomst om die subsidies te krijgen;

Beslist kennis te nemen van de subsidieverwerving van 13.250,00 EUR voor de actie "Actieve

Schoolmobiliteit”:

**Ministerieel besluit houdende toekenning van een subsidie van 13.250,00 EUR aan de gemeente Etterbeek voor de organisatie van sensibiliseringsacties in het kader van de oproep "Duurzame mobiliteit, Deel B 'Schoolmobiliteit'" tijdens het schooljaar 2024-2025.**

De minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bevoegd voor mobiliteit, openbare werken en verkeersveiligheid,

Gelet op de organieke ordonnantie van 23 februari 2006 houdende de bepalingen die van toepassing zijn op de begroting, de boekhouding en de controle, in het bijzonder de artikelen 15 en 92 tot 95;

Gelet op de ordonnantie van 22 december 2023 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor het begrotingsjaar 2024;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2000 tot regeling van haar werkwijze en tot regeling van de ondertekening van de akten van de Regering, artikel 5, 14°, gewijzigd bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 december 2021;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 22 juli 2019 tot vaststelling van de bevoegdheden van de ministers van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, artikel 3;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op ...

Overwegende de doelstellingen en de acties van het Gewestelijk Mobiliteitsplan 'Good Move' dat op 25 maart 2021 goedgekeurd werd door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering;

Overwegende de doelstelling van 'Good Move' om het gebruik van de meest geschikte verplaatsingswijze aan te moedigen voor elk van de uit te voeren verplaatsingen;

Overwegende de doelstelling van 'Good Move' met betrekking tot de plicht van de gewestelijke administratie om het voorbeeld te geven op het gebied van mobiliteitsbeheer en haar opdracht om de gemeenten in die richting aan te moedigen;

Overwegende de doelstelling van 'Good Move' om een constructief partnerschap met de 19 gemeenten te ontwikkelen en hen te ondersteunen en te begeleiden bij de gezamenlijke en coherente uitvoering van de acties (GOOD PARTNER);

Overwegende de doelstelling van 'Good Move' om verplaatsingsgeneratoren proactief te ondersteunen en te focussen op dagelijkse verplaatsingen (GOOD CHOICE);

Overwegende de doelstelling van 'Good Move' om de voorwaarden te ontwikkelen die het mogelijk maken het gebruik van de personenwagen te doen kantelen naar de actieve modi;

Overwegende de doelstelling van 'Good Move' om de rol van het stappen te versterken als basis van het mobiliteitssysteem;

Overwegende de wet van 16 mei 2003 tot vaststelling van de algemene bepalingen die gelden voor de begrotingen, de controle op de subsidies en voor de boekhouding van de gemeenschappen en de gewesten, alsook voor de organisatie van de controle door het Rekenhof, artikelen 11 tot 14;

Overwegende het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 december 2021 betreffende de begrotingscontrole, de begrotingsopmaak, de begrotingswijzigingen en de monitoring van de uitvoering van de begroting van de gewestelijke entiteit, artikelen 47 en 66, §2;

Besluit:

Artikel 1. Er wordt een subsidie van 13.250,00 EUR toegekend aan de gemeente Etterbeek, Kazernenlaan 31/1, 1040 Etterbeek, hierna genoemd “de begunstigde”.

Dit bedrag wordt gestort op het rekeningnummer BE54 0910 0014 2697 van de begunstigde.

Om oplichting te voorkomen moet er in geval van aanmaak of wijziging van bankgegevens een verklaring van de begunstigde verstuurd worden naar [bmsubsidies@gob.brussels](mailto:bmsubsidies@gob.brussels).

Art. 2. Deze subsidie wordt aangerekend op basisallocatie 17.002.27.01.4322 van de algemene uitgavenbegroting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor het begrotingsjaar 2024, binnen de grenzen van de beschikbare kredieten.

De subsidie wordt beheerd door de Directie Mobiliteit en Verkeersveiligheid van Brussel Mobiliteit.

Art. 3. De subsidie heeft betrekking op de organisatie van de begeleiding van schoolstraten.

De subsidie dekt de periode van 26/08/2024 t.e.m. 04/07/2025.

Art. 4. De subsidie kan aangewend worden voor de volgende uitgaven:

- personeelskosten
- kosten voor onderaanneming / derden / honoraria
- verplaatsingskosten

Komen in aanmerking, de facturen met betrekking tot verrichte leveringen of verstrekte prestaties tijdens de dekkingsperiode, en die het mogelijk maken om het soort kosten duidelijk te identificeren, en dit ongeacht de datum van de factuur. Het opschrift en het jaar van het project moeten evenwel door het uitgevende bedrijf vermeld worden op alle buiten de dekkingsperiode uitgegeven facturen.

Art. 5. Bij elke communicatie door de begunstigde met betrekking tot het voorwerp van de subsidie, ongeacht de drager, moet de steun van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest worden vermeld en moet het logo van het Gewest en/of van Brussel Mobiliteit worden aangebracht.

Bij elke reproductie van het logo van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zal de begunstigde ervoor zorgen dat ze de huisstijl van de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel naleeft, die beschikbaar is bij [info@gob.brussels](mailto:info@gob.brussels).

Art. 6. De subsidie wordt in twee schijven uitbetaald:

Een eerste schijf van 7.950,00 EUR op basis van een schuldvordering, opgesteld volgens het bezorgde model en in pdf-formaat te versturen naar [invoice@gob.brussels](mailto:invoice@gob.brussels), met kopie voor [aldepeint@gob.brussels](mailto:aldepeint@gob.brussels), na de kennisgeving van dit besluit aan de begunstigde.

Het saldo van 5.300,00 EUR tegen overlegging van:

- een schuldvordering opgesteld volgens het bezorgde model en in pdf-formaat te versturen naar [invoice@gob.brussels](mailto:invoice@gob.brussels), met kopie voor [aldepeint@gob.brussels](mailto:aldepeint@gob.brussels) (één enkele betalingsaanvraag per e-mail, in de vorm van één enkel pdf-bestand).
- het volledige dossier met verantwoordingsstukken, te versturen naar [aldepeint@gob.brussels](mailto:aldepeint@gob.brussels) (+ [swalschap@gob.brussels](mailto:swalschap@gob.brussels) in kopie), dat het volgende omvat:
  - een kopie van de schuldvordering
  - het financiële verslag (opgesteld volgens het bezorgde model), gestaafd met alle verantwoordingsstukken voor de subsidieerbare uitgaven waarin het besluit voorziet, benaamd, genummerd en opgelijst. Elk ingediend verantwoordingsstuk moet een eensluidend verklaarde kopie van het origineel zijn en moet vergezeld zijn van een rekeninguittreksel of kasticket waaruit de uitgave blijkt.
  - de verklaring op erewoord dat de subsidie correct aangewend zal worden (opgesteld volgens het bezorgde model)
  - de verklaring op erewoord met betrekking tot de personeelskosten (opgesteld volgens het bezorgde model)
  - het ingevulde en ondertekende activiteitenverslag (opgesteld volgens het bezorgde model)
  - een exemplaar van alle gebruikte promotiemateriaal, indien van toepassing

De originele facturen moeten vermelden dat het om een door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest gefinancierde uitgave gaat; op elk origineel document moet de naam "Brussel Mobiliteit" vermeld staan.

Het volledige dossier met verantwoordingsstukken moet uiterlijk op 31/12/2025 worden ingediend volgens de bovenvermelde nadere regels. Als het dossier met verantwoordingsstukken na die datum wordt ingediend, verliest de begunstigde elk recht op de subsidie; de betalingsverplichting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in dit verband vervalt dan automatisch.

Op basis van het ingediende dossier met verantwoordingsstukken wordt de eindafrekening opgemaakt die het daadwerkelijk verschuldigde bedrag bepaalt. Later verzonden bijkomende verantwoordingsstukken worden bijgevolg niet in aanmerking genomen, behalve op uitdrukkelijk verzoek van de financiële controleur van Brussel Mobiliteit.

De betaling van de verschillende schijven van deze subsidie wordt opgeschort zolang de begunstigde, voor een soortgelijke subsidie die hij eerder heeft ontvangen, zijn situatie niet heeft geregulariseerd, indien van toepassing.

Art. 7. De in uitvoering van dit besluit verrichte betalingen hebben niet tot gevolg dat de begunstigde het onvoorwaardelijke recht op de toekenning van de subsidie verworven heeft, aangezien elke storting als een voorschot beschouwd wordt.

De begunstigde dient de algemene en boekhoudkundige stukken die nodig zijn voor de controle op de aanwending van de subsidie, ter beschikking te stellen van het Gewest of van elke door het Gewest gemachtigde persoon, alsook van het Rekenhof.

Indien uit de rekeningen voorgelegd ter staving van de aanvraag tot uitbetaling van het saldo van de subsidie zou blijken dat een gedeelte van deze subsidie niet verantwoord werd, dient dit gedeelte aan het Brussels Hoofdstedelijk Gewest terugbetaald te worden.

Art. 8. Onverminderd de bepalingen van dit besluit wordt het personeel van de begunstigde van deze subsidie door hem/haar aangeworven en beheerd, onder zijn/haar uitsluitende aansprakelijkheid.

Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest kan niet aansprakelijk worden gesteld voor enige schade berokkend aan derden bij de uitvoering van de in artikel 3 omschreven actie.

Art. 9. De huidige subsidie is onderworpen aan alle bepalingen die vermeld staan in de organieke ordonnantie van 23 februari 2006 houdende de bepalingen die van toepassing zijn op de begroting, de boekhouding en de controle, in het bijzonder de artikelen 92 tot 95. Alle verplichtingen die dit besluit oplegt aan de begunstigde en de integrale naleving van wettelijke alsook reglementaire bepalingen toepasselijk op de uitvoering van het voorwerp van de huidige subsidie, in het bijzonder de regelgeving inzake overheidsopdrachten als ze van toepassing is, vormen voorwaarden zoals bedoeld in artikel 94 van de voormelde ordonnantie.

Art. 10. Voor elk verzoek om wijziging (de dekkingsperiode, de termijn voor de indiening van bewijsstukken, de verdeling van de begroting over de verschillende uitgavenposten) moet uiterlijk 8 weken vóór het einde van de dekkingsperiode van de subsidie een wijzigingsverzoek worden ingediend.

Art. 11. Dit besluit treedt in werking op de datum waarop het ondertekend wordt.

Brussel,

De minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bevoegd voor mobiliteit, openbare werken en verkeersveiligheid.

*1 annexe / 1 bijlage*

*SUP24.1107\_Etterbeek\_ArrMin.clot.pdf*

## Finances - Financiën

### 9 Centimes additionnels au précompte immobilier - Exercice 2025 – Renouvellement (Complémentaire)

Le Conseil Communal,

Vu sa délibération du **18 décembre 2023** arrêtant à 2966 le nombre de centimes additionnels au précompte immobilier à percevoir au profit de la commune d'Etterbeek pour **l'exercice 2024** ;

Vu l'article 252 de la nouvelle loi communale imposant l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu l'article 464 du Code des Impôts sur les revenus autorisant les provinces, les agglomérations et les communes à lever des centimes additionnels au précompte immobilier ;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 concernant les institutions bruxelloises ;

Vu la circulaire du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 février 1996 relative à l'ordonnance du 22 décembre 1995 modifiant certaines taxes régionales ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

ARRETE:

Article 1 :

Il sera perçu pour l'exercice **2025** au profit de la Commune d'Etterbeek **2966** centimes additionnels au précompte immobilier.

Article 2 :

Les centimes additionnels pré-indiqués seront recouverts par les soins de l'administration des contributions directes de l'Etat.

**Aanvullende belasting op de onroerende voorheffing - Dienstjaar 2025 – Hernieuwing (Aanvullend)**

De Gemeenteraad,

Gelet op zijn beraadslaging van **18 december 2023** houdende vaststelling van het aantal opcentiemen op de onroerende voorheffing op 2966 te innen ten voordele van de gemeente Etterbeek voor het dienstjaar **2024**;

Gelet op het artikel 252 van de nieuwe gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeente;

Gelet op het artikel 464 van het wetboek op de inkomstenbelastingen waarbij de provincies, de agglomeraties en de gemeenten gemachtigd zijn opcentiemen te heffen op de onroerende voorheffing;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 betreffende de Brusselse instellingen;

Gelet op de omzendbrief van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 22 februari 1996 betreffende de ordonnantie van 22 december 1995 tot wijziging van sommige gewestelijke belastingen;

Gelet op het artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

BESLUIT:

Artikel 1:

Voor het dienstjaar **2025** zullen ten gunste van de Gemeente Etterbeek **2966** opcentiemen geheven worden op de onroerende voorheffing.

Artikel 2:

De voornoemde opcentiemen zullen geïnd worden door de zorgen van het bestuur der rechtstreekse belastingen van de Staat.

## 10 **Taxe additionnelle à l'impôt des personnes physiques - Exercice 2025 – Renouvellement (Complémentaire)**

Le Conseil Communal,

Vu la délibération du Conseil Communal du **18 décembre 2023** relative au même objet, expirant le **31 décembre 2024** ;

Vu l'article 252 de la nouvelle loi communale imposant l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 concernant les institutions bruxelloises ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu les articles 466 et 466 bis du Code des Impôts sur les revenus 1992, tels que modifiés par les articles 94 à 96 de la loi du 8 mai 2014 modifiant le Code des impôts sur les Revenus 1992 ;

ARRETE :

Article 1 :

Il est établi pour l'exercice **2025** une taxe additionnelle à l'impôt des personnes physiques domiciliées dans la commune au premier janvier de l'exercice d'imposition ;

Article 2 :

Le taux de la taxe est fixé pour tous les contribuables à **6 %** de la partie de l'impôt des personnes physiques dû à l'Etat pour le même exercice ;

Article 3 :

L'établissement et la perception de la taxe communale s'effectueront par les soins de l'administration des contributions directes conformément aux articles 466 et 466 bis du Code des Impôts sur les Revenus 1992.

**Aanvullende belasting op de personenbelasting - Dienstjaar 2025 – Hernieuwing (Aanvullend)**

De Gemeenteraad,

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van **18 december 2023** betreffende hetzelfde onderwerp, vervallend op **31 december 2024**;

Gelet op het artikel 252 van de nieuwe gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 betreffende de Brusselse instellingen;

Gelet op het artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de artikelen 466 en 466 bis van het Wetboek van de inkomstenbelastingen van 1992, zoals gewijzigd door de artikelen 94 tot 96 van de wet van 8 mei 2014 tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen van 1992;

**BESLUIT:**

Artikel 1:

Er wordt voor het dienstjaar **2025** een aanvullende gemeentebelasting geheven op de natuurlijke personen die hun woonplaats in de gemeente hebben op de eerste januari van het jaar waarnaar het dienstjaar genoemd wordt.

Artikel 2:

Het percentage van de belasting is voor alle belastingplichtigen bepaald op **6 %** van het gedeelte van de personenbelasting die voor hetzelfde dienstjaar aan de Staat verschuldigd is.

Artikel 3:

De vaststelling en de inning van de gemeentebelasting geschiedt door de zorgen van het bestuur der rechtstreekse belastingen overeenkomstig de artikelen 466 en 466 bis van het Wetboek van de inkomstenbelastingen van 1992.

## **Service du développement économique et commercial - Dienst voor Economische en Commerciële Ontwikkeling**

### **11 Attribution prime libre à saisir**

Le Conseil communal,

Considérant le plan de relance économique décidé en 2020 par le Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Considérant l'importance de poursuivre la lutte contre les cellules commerciales vides et d'étoffer la diversification des commerces en privilégiant les différentes formes d'économie locale ;

Considérant que la lutte contre les cellules commerciales vides menée par la commune d'Etterbeek s'inscrit pleinement dans la stratégie régionale pilotée par Hub.brussels, qui consiste à poursuivre un développement économique qui croise celui du développement des quartiers et de leur convivialité ;

Considérant le travail réalisé par le service du développement économique et commercial et du

service de taxation pour établir un cadastre complet des cellules commerciales vides sur le territoire communal et ce, en vue de définir les zones d'action prioritaires (axe 1) ;

Considérant la volonté de favoriser l'émergence de nouveaux commerces au sein des zones d'action prioritaires précitées, ayant conduit à l'établissement du règlement relatif à l'octroi d'une « prime-loyer » visant à lutter contre les cellules commerciales vides en date du 27 février 2023 (axe 2) ;

Considérant les résultats encourageants de la première édition de la « prime-loyer » ayant permis l'installation de 4 nouveaux commerces dans la zone d'action prioritaire « Le Chasse-Saint-Antoine » et contribuant ainsi à la diversification de l'offre commerciale ;

Considérant que les objectifs de l'axe 3 « gestion centralisée des baux » sont encore à rencontrer et qu'ils requièrent la participation des propriétaires-bailleurs des cellules commerciales visées en vue de renforcer la lutte contre la vacance locative de longue durée ;

Vu les budgets 2024 approuvés par le conseil communal du 25 mars 2024 ;

Considérant qu'en séance du 22 avril 2024 , le Conseil communal a approuvé le règlement portant sur la création de l'Agence immobilière commerciale (voir annexe) ;

Considérant l'appel à candidature lancée en juin 2024 et clôturée en septembre 2024 ;

Considérant que deux dossiers de candidatures ont été reçus en ligne par le service du développement économique et commercial ;

Considérant que les dossiers de candidature sont examinés par le service du développement économique et commercial et des affaires générales ;

Considérant la proposition d'attribution reprend pour chaque candidature les postes de travaux éligibles et les éventuels postes de travaux exclus (type de travaux, montants totaux, plafond appliqués, etc.) ainsi qu'un classement des candidatures complètes et régulières selon leur ordre d'arrivée (voir annexe) ;

Considérant que la candidate 1 - Rhita Bennis, propriétaire du rez commercial situé à Avenue de la Chasse, 21 a déjà réalisés les travaux (de conformité, remise en état de la cellules commerciale etc.) et que le local était inoccupé depuis plus de 6 mois avant le dépôt de la candidature ;

Considérant la mise en location de ce local depuis août 2024 par Safyra – Concept Store mettant en avant l'artisanat ;

Considérant que Safyra avait sollicité la prime loyer en 2023 mais n'avait pas été retenue car son projet n'était pas suffisamment abouti à l'époque ;

Considérant que depuis lors, elle est restée en contact avec le service afin de nous tenir informé de l'état d'avancement de son projet ;

Considérant que l'arrivée de ce concept store est un atout pour le quartier de la chasse et constitue une offre différente et de qualité ;

Considérant que le candidat 2 - Nicolas Seutin, propriétaire du rez commercial situé Chaussée de Wavre, 727 doit encore réaliser les travaux (changement de la vitrine) et que le local est inoccupé depuis plus de 6 mois ;

Considérant que les propriétaires s'engagent à demander un loyer sous le prix du marché et à collaborer avec la commune pour la mise en location de son local ;

Considérant que le montant de la prime est égal à 50% du montant total des travaux déclaré avec un plafond fixé à 10 000 euros ;

Considérant que chaque projet pourrait prétendre à une prime de 10 000€ (factures, devis et analyse en annexe);

Considérant que les primes seront imputées sur l'article budgétaire 520/332-02/02 ;

Considérant que les propriétaires seront avertis par courrier officiel et qu'une communication sera aussi réalisée sur les canaux officiels de la commune (publication, Vie Etterbeekoise, etc.) ;

DECIDE :

1. D'accepter la proposition d'attribution de la prime libre à saisir ;

2. De prendre acte des deux primes à attribuer pour :
  1. Rhita Bennis, propriétaire du rez commercial situé à Avenue de la Chasse, 21 ;
  2. Nicolas Seutin, propriétaire du rez commercial situé Chaussée de Wavre , 727 ;
3. D'approuver la campagne de communication à destination du public.

### **Toekenning huurklaarpremier**

De gemeenteraad,

Gelet op het economisch herstelplan waarover het college van burgemeester en schepenen in 2020 heeft beslist;

overwegende dat het van belang is de strijd tegen leegstaande handelsruimten voort te zetten en de diversificatie van handelszaken uit te breiden door de voorkeur te geven aan handelszaken van de lokale economie;

overwegende dat de door de gemeente Etterbeek gevoerde strijd tegen de leegstaande handelsruimten volledig in de lijn ligt van de door Hub.brussels geleide gewestelijke strategie, die erin bestaat een economische ontwikkeling na te streven die samengaat met de ontwikkeling van de wijken en hun gezelligheid;

gelet op het werk dat de dienst Economische en Commerciële Ontwikkeling en de dienst Belastingen hebben geleverd om een volledig register van leegstaande handelsruimten op het gemeentelijk grondgebied op te stellen met het oog op de vaststelling van prioritaire actiegebieden (as 1);

Gelet op de wil om de komst van nieuwe handelszaken te bevorderen in de voornoemde prioritaire actiezones, die heeft geleid tot de opstelling van het reglement betreffende de toekenning van een huurpremie in de strijd tegen leegstaande handelsruimten op 27 februari 2023 (as 2);

Gelet op de bemoedigende resultaten van de eerste editie van de "huurpremie", die de vestiging van 4 nieuwe handelszaken in de prioritaire actiezone "de Jacht/Sint-Antoon" mogelijk heeft gemaakt en zo heeft bijgedragen tot de diversificatie van het commerciële aanbod;

Overwegende dat de doelstellingen van as 3 "gecentraliseerd beheer van de huurovereenkomsten" nog niet zijn verwezenlijkt en dat daarvoor de medewerking van de eigenaars-verhuurders van de betrokken handelsruimten nodig is om de strijd tegen langdurige leegstand op te voeren;

gelet op de budgetten 2024 die werden goedgekeurd door de gemeenteraad van 25 maart 2024;

Overwegende dat de gemeenteraad in zijn zitting van 22 april 2024 het reglement betreffende de oprichting van een commercieel vastgoedkantoor heeft goedgekeurd (zie bijlage);

Gelet op de kandidatenoproep gelanceerd in juni 2024 en afgesloten in september 2024;

Overwegende dat de dienst Economische en Commerciële Ontwikkeling de twee kandidaturen online ontvangen heeft;

Overwegende dat de dienst Economische en Commerciële Ontwikkeling en de dienst Algemene aangelegenheden de twee kandidaturen onderzocht hebben;

Overwegende dat het toekenningsvoorstel voor elke kandidatuur de werkzaamheden die in aanmerking komen en de eventuele werkzaamheden die worden uitgesloten (soort werkzaamheden, totaalbedragen, toegepaste maximumbedragen, enz.) en een rangschikking van de volledige en reglementaire kandidaturen in volgorde van ontvangst, vermeldt ;

Overwegende dat kandidaat 1 - Rhita Bennis, eigenaar van het handelspand te Jachtlaan 21, al werkzaamheden heeft uitgevoerd (conformiteit, herstelling en staat van de handelsruimten, enz.) en dat de ruimte ongebruikt bleef gedurende meer dan 6 maand voordat de kandidatuur werd ingediend;

Overwegende dat deze ruimte sinds augustus 2024 verhuurd wordt aan Safyr a- Concept Store dat de ambacht onderstreept;

Overwegende dat Safyra zich kandidaat gesteld heeft voor de huurpremie in 2023 maar niet

weehouden werd omdat het project onvoldoende ontwikkeld was in die tijd;  
Overwegende dat ze sindsdien in contact is gebleven met de dienst om ons op de hoogte te houden van de vooruitgang van het project;  
Overwegende dat de komst van deze concept store een aanwinst is voor De Jachtwijk en een gevarieerd en kwalitatief aanbod vormt;  
Overwegende dat kandidaat 2 - Nicolas Seutin, eigenaar van de handelsruimte te Waversesteenweg 727, nog werkzaamheden moet uitvoeren (verandering van de etalage) en de ruimte sinds meer dan 6 maand leegstaat;  
Overwegende dat de eigenaars zich ertoe verbinden een huurprijs lager dan de marktprijs te vragen en samen te werken met de gemeente voor de verhuur van hun ruimte;  
Overwegende dat het bedrag van de premie werd vastgelegd op 50% van de kostprijs van de werken, met een maximum van 10.000 euro;  
Overwegende dat ieder project aanspraak kan maken op een premie van 10 000€ (facturen, bestekken en analyse in bijlage);  
Overwegende dat de premies zullen worden ingeschreven op begrotingsartikel 520/332-02/02;  
Overwegende dat de eigenaars via een officiële brief op de hoogte zullen worden gebracht en dat er ook een mededeling komt via de officiële kanalen van de gemeente (publicatie, Leven te Etterbeek, enz.);

BESLIST:

1. Het voorstel voor de toekenning van de huurklaarpremie goed te keuren;
2. Akte te nemen van de twee premies om toe te kennen voor:
  1. Rhita Bennis, eigenaar van de handelsruimte te Jachtlaan 21;
  2. Nicolas Seutin, eigenaar van de handelsruimte te Waversesteenweg 727 ;
3. De communicatiecampagne voor het publiek goed te keuren.

*17 annexes / 17 bijlagen*

*Candidature prime libre à saisir.pdf, Facture EREM STUDIO FACTURE-23-11-51-BE-ZEIN-SRL.pdf, impermo carrelage 474057987.pdf, Devis - Vitrine Wavre 727.pdf, impermo carrelage 474039043.pdf, Facture Anriglass Porte vitrée BENNIS RHITA CMD 19619.pdf, Devis Reno & Co\_2021431\_18\_03.pdf, Facture Reno & Co Facture\_2024014.pdf, Facture - Vitrine Wavre 727.pdf, 20240417\_Règlement\_AIC\_FR.pdf, Facture Reno & Co Facture\_2024019.pdf, Certificat conformité électrique.pdf, Facture Reno & Co Facture\_2024022.pdf, Preuve du droit réel\_Acte de vente Chasse 21.pdf, devis Impermo 471016806.pdf, Preuve du droit réel\_ Wavre 727.pdf, Facture Gallery Print enseignes- 281863.pdf*

## **Culture - Cultuur**

### **12 "Prix Louis Schmidt" - Convention de partenariat**

Le conseil Communal

Considérant la création du comité du prix Louis Schmidt le 13 décembre 1949 en mémoire du Bourgmestre Louis Schmidt décédé en captivité à Breslau, victime de l'oppression nazie ;

Considérant l'instauration du « prix Louis Schmidt » en 1950, destiné à encourager les jeunes artistes de moins de 45 ans grâce à un prix annuel décerné alternativement à la peinture et à la sculpture ;

Considérant que chaque année, une exposition des oeuvres se tient en la salle Allende de l' U.L.B ;

Considérant la volonté de la commune d'Etterbeek et de son asbl « Prix Louis Schmidt » de relancer le «Prix Louis Schmidt » en partenariat avec l'Université Libre de Bruxelles.

DECIDE d'adopter la convention de partenariat entre l'asbl « Prix Louis Schmidt et L'ULB »

## CONVENTION DANS LE CADRE DE L'EXPOSITION

### « P R I X L O U I S S C H M I D T »

**Entre :** L'Université libre de Bruxelles, institution universitaire dotée de la personnalité juridique en vertu de la loi du 12 août 1911, modifiée par la loi du 28 mai 1970 et par le décret du 31 mars 2004, dont le numéro d'entreprise est le 0407.626.464, ayant son siège 50, avenue F.D. Roosevelt à 1050 Bruxelles, représentée par M. Ahmed MEDHOUNE, Directeur du Département des services à la communauté,

Ci-après dénommée « ULB »

**Et :** La commune d'Etterbeek, pour l'asbl "Prix Louis Schmidt", dont le numéro d'entreprise est le 0207.365.610, ayant son siège 31/1 Avenue des Casernes à 1040 Bruxelles, représentée par M<sup>me</sup> Colette NJOMGANG-FONKEU, Echevine déléguée de la commune d'Etterbeek ([colette.njomgangfonkeu@etterbeek.brussels](mailto:colette.njomgangfonkeu@etterbeek.brussels)), en charge du prix Louis Schmidt, et M. Vincent DE WOLF, Député Bourgmestre de la Commune d'Etterbeek et Président de l'asbl Prix Louis Schmidt (02/627.21.11 [bourgmestre.dewolf@etterbeek.brussels](mailto:bourgmestre.dewolf@etterbeek.brussels)),

Ci-après dénommée « la commune ».

#### **IL EST EXPOSE QUE :**

Dans le cadre de ses activités, l'ULB promeut des événements culturels en exposant des œuvres dans ses locaux.

La présente convention a pour objet de fixer les droits et obligations des parties dans l'organisation, tous les deux ans, de l'exposition intitulée « *Prix Louis Schmidt* », organisée par la commune d'Etterbeek et l'asbl Prix Louis Schmidt.

L'exposition « *Prix Louis Schmidt* » est une exposition biennale consacrée en alternance à la peinture, à la sculpture ou à l'image imprimée. D'autres médiums pourront être envisagés.

Il est entendu que les obligations souscrites par l'ULB dans la présente convention seront, en règle, exécutées à l'intervention de son service « ULB Culture », dont les représentants cités ci-dessous seront les interlocuteurs de l'asbl Prix Louis Schmidt, sauf contre-indication en cours d'exécution.

#### **IL EST CONVENU CE QUI SUIT :**

##### **Article 1. Objet de la présente convention**

La présente convention est une convention cadre applicable à l'édition 2025 de l'exposition «*Prix Louis Schmidt* », mais aussi aux éditions ultérieures, sous réserve de résiliation de la convention (voir article 14 ci-dessous) ou de convention contraire convenue entre les parties.

Aux conditions et selon les modalités fixées dans la présente convention, l'ULB s'engage à exposer gratuitement les œuvres présentées dans le cadre du « *Prix Louis Schmidt* », en la Salle Allende, située 22-24 avenue Paul Héger (bâtiment F1) à 1000 Bruxelles et ce, pendant la période convenue, aux heures d'ouverture de la salle.

La salle Allende est accessible au public selon l'horaire suivant :

Du mardi au vendredi : de 12h à 18h

Un samedi par mois : de 12h à 18h

Les œuvres qui seront exposées dans la Salle Allende sont sélectionnées par la commune.

L'ASBL Prix Louis Schmidt concède donc gratuitement à l'ULB une simple licence non-exclusive, limitée à la Belgique, des droits de communication au public des œuvres dans le cadre de l'exposition susmentionnée (valable uniquement pendant la durée de chaque exposition). L'ASBL garantit qu'elle détient tous les droits de concéder cette licence et qu'elle a conclu les conventions de licence ou de cession nécessaires auprès des différents auteurs.

##### **Article 2. Précisions quant à l'édition 2025 et aux éditions ultérieures**

L'édition 2025 sera présentée du 16 janvier au 20 février 2025.

Le vernissage et la remise du prix auront lieu, pour l'édition 2025, le 16 janvier 2025 de 18h à 21h30.

Les éditions ultérieures auront lieu de mi-janvier à fin février ; sauf accord contraire convenue entre

les parties.

### **Article 3. Livraison et montage de l'exposition**

L'emballage, le transport ainsi que le montage des œuvres sont à charge des partenaires ou des artistes. L'ULB ne peut être tenue responsable d'un quelconque dommage causé aux œuvres pendant leur emballage, leur transport ou pendant le montage de l'exposition (voir également article 11 ci-dessous).

Les œuvres exposées dans la Salle Allende devront répondre aux normes de sécurité du SIPP de l'ULB. L'ULB se réserve le droit de refuser d'exposer toute œuvre qui ne remplirait pas les conditions de sécurité prévues par l'ULB.

La commune prendra toute disposition avec les artistes afin que les œuvres soient livrées le jour fixé. Pour l'édition 2025, les œuvres devront être livrées le 7 janvier 2025, entre 9h et 17h.

Le montage aura lieu les jours suivants.

Pour l'édition 2025, le montage de l'exposition aura lieu les 9, 10, 13, 14 et 15 janvier 2025, de 10h à 16h.

Le montage sera supervisé par l'ULB. La commune affectera le personnel nécessaire au montage de l'exposition (soit minimum deux personnes). La commune restera l'employeur et conservera l'autorité patronale à l'égard du personnel affecté à l'exécution de la présente Convention, sauf les prescriptions émises par l'ULB ou les services de l'Université (SIPP, Surveillance générale...) en ce qui concerne les mesures de sécurité et de santé au travail applicables sur les sites de l'ULB où ce personnel sera amené à exécuter son travail.

30 jours avant le montage, la commune adressera à l'ULB un relevé des œuvres attendues précisant les coordonnées des artistes, le titre, les dimensions, ainsi que la valeur des œuvres à exposer.

Au jour de la livraison des œuvres, la commune signera un bon de dépôt qui identifiera l'œuvre livrée et mentionnera sa valeur et son état.

Si nécessaire, la commune s'assurera qu'un système d'accrochage conforme à la Salle Allende soit prévu pour chacune des œuvres.

### **Article 4. Scénographie**

La scénographie sera assurée par l'ULB et tiendra compte des prescriptions émises par les services de l'ULB (SIPP, Surveillance générale...).

La scénographie tiendra compte des avis des partenaires et des artistes. Après concertation, c'est à l'ULB qu'appartient le choix final de la scénographie de l'exposition.

Si des tirages, des encadrements, ou du matériel spécifique s'avèrent nécessaires, ceux-ci se feront aux frais des artistes ou des partenaires, qui en demeureront propriétaires à l'issue de l'exposition.

Après concertation avec la commune, c'est à l'ULB qu'appartient le choix final des textes, des cartels et des mises en page, présentés dans la Salle Allende. Les travaux d'impression de textes, cartels, titres et colophons qui devraient être réalisés, se feront aux frais de l'ULB, qui en demeure propriétaire à l'issue de l'exposition.

### **Article 5. Matériel et matériel audio/vidéo**

Si nécessaire, l'ULB mettra gracieusement à disposition des partenaires le matériel suivant :

- 25 socles blancs
- 4 projecteurs (USB)
- 5 écrans de 10" et 3 écrans de 22" (USB)

Tout autre matériel (achat, location...) sera financièrement à charge des partenaires.

### **Article 6. Jury et vernissage**

Le jury se réunira et désignera le lauréat du prix Louis Schmidt. Le jury sera notamment composé de deux représentant•es de l'ULB : le•a responsable du service ULB Culture et le•a chargé•e des expositions. Le vote se fera à la majorité.

Lors du vernissage, le service de catering sera fourni et financièrement pris en charge par la commune, selon les modalités suivantes :

- Personnel :
  - o 1 superviseur
  - o 3 serveurs
  - o 1 personne en salle

La commune prévoira le matériel nécessaire (tables, mange-debout, nappages, décoration et frigos, allonges électriques et multiprises), ainsi que les boissons et grignotage en suffisance (estimation : 500 personnes).

#### **Article 7. Remise du prix au lauréat**

Le soir du vernissage, le prix prévu par la commune, d'un montant de 5.000 euros, sera remis conjointement par la commune et les autorités de l'ULB, ou de son représentant.

La commune prendra financièrement en charge le prix remis au lauréat.

#### **Article 8. Gardiennage**

La gestion quotidienne et le gardiennage de la Salle Allende sont assurés et pris financièrement en charge par l'ULB, selon l'horaire repris à l'article 1.

Si la commune souhaite que la Salle Allende soit accessible lors de nocturnes, ils en feront la demande auprès de l'ULB au moins 10 jours ouvrables au préalable. L'ULB n'est pas tenue de faire droit à une telle demande. Si l'ULB a communiqué son accord sur l'organisation de nocturnes, celles-ci seront organisées par l'ULB. Toutefois, les frais de gardiennage seront pris en charge par la commune.

#### **Article 9. Démontage**

Le démontage de l'exposition se déroulera au cours des deux jours qui suivront la fin de l'exposition (sauf le dimanche), de 10h à 17 heures. La salle sera vidée de tout contenu lié à l'exposition. Les œuvres non reprises par les artistes seront emportées par la commune.

Le démontage sera supervisé par l'ULB. La commune affectera le personnel nécessaire au démontage de l'exposition (soit minimum trois personnes). La commune restera l'employeur et conserveront l'autorité patronale à l'égard du personnel affecté à l'exécution de la présente Convention, sauf les prescriptions émises par l'ULB ou les services de l'Université (SIPP, Surveillance générale...) en ce qui concerne les mesures de sécurité et santé au travail applicables sur les sites de l'ULB où ce personnel sera amené à exécuter son travail

Le démontage, l'emballage et le transport des œuvres seront pris en charge et sous l'entière responsabilité de la commune. L'ULB ne peut être tenue pour responsable d'un quelconque dommage causé aux œuvres pendant le démontage, l'emballage ou le transport des œuvres (voir également article 11 ci-dessous).

#### **Article 10. Communication**

##### Graphisme :

Les parties souhaitent confier le graphisme des visuels (affiche et carton d'invitation) aux services de la commune d'Etterbeek.

Tenant compte que :

- les mentions liées à la charte graphique de l'ULB et aux sponsors d'ULB Culture devront être indiqués sur tous les visuels ;
- tous les projets graphiques devront être soumis préalablement à l'ULB, pour accord

##### Impression :

L'impression des visuels sera assurée par les services de la commune d'Etterbeek.

L'ULB recevra 150 affiches (dont 100 pliées A4) et 500 cartons d'invitation.

Les affiches et cartons d'invitation repris ci-dessus seront adressés à l'ULB au plus tard 6 semaines avant le vernissage.

##### Promotion et diffusion :

La commune se chargera de leur propre diffusion.

L'ULB s'engage à promouvoir l'exposition « *Prix Louis Schmidt* » selon les modalités reprises ci-

dessous :

Diffusion des 150 affiches et des 500 cartons d'invitation :

- Carton d'invitation : au réseau d'ULB Culture (les autres invitations partiront par voie électronique)
- Affiche : sur les campus du Solbosch, de la Plaine et Erasme.

Le communiqué de presse sera écrit par la commune et soumis préalablement à l'ULB, pour accord.

L'ULB enverra le communiqué de presse :

- à la presse générale, via le service Communication du Département de la Communication et des Relations extérieures de l'ULB
- à la presse culturelle

La commune adressera également le communiqué de presse à ses contacts presse.

Sites internet et réseaux sociaux :

Les sites internet et les réseaux sociaux de ULB Culture et des partenaires feront état de l'exposition.

@-invitation :

ULB Culture prévoira une @-invitation qui sera adressée à :

- son fichier d'adresses
- la commune d'Etterbeek, qui se chargera de sa propre diffusion.

### **Article 11. Responsabilités et assurance**

En aucun cas l'ULB ne peut être tenue pour responsable :

- d'un quelconque dommage, d'un vol ou de la perte d'une œuvre, survenu pendant le montage, le démontage, l'emballage ou le transport des œuvres ;
- des fautes légères occasionnelles causées par son personnel ;
- de tout évènement lié à la survenance d'un fait de force majeure.

L'ULB s'engage à souscrire une assurance, couvrant tout dommage causé aux œuvres à l'occasion de l'exposition (perte, vol et détérioration) pour un montant équivalent à la valeur totale des œuvres.

La commune s'engage à fournir, au plus tard 10 jours ouvrables avant le vernissage la liste des œuvres faisant l'objet de l'exposition. Cette liste comprend nécessairement un descriptif précis des œuvres à exposer : titre, dimensions, année de réalisation, matériaux et valeur à assurer. Si la commune ne respecte pas ladite obligation d'information, l'ULB ne peut valablement se voir reprocher de ne pas avoir conclu d'assurance.

Cette assurance couvrira la période comprise entre la livraison et la reprise de possession des œuvres par les artistes ou la commune, soit au plus tôt le premier jour du dépôt des œuvres et au plus tard le jour de la reprise des œuvres par les artistes ou la commune.

Le calendrier ou retroplanning sera déterminé de commun accord.

### **Article 12. Musique et film**

Si la commune (ou les artistes) souhaite une programmation musicale et/ou une projection de films dans la salle Allende lors de l'exposition, la commune s'engage à prendre en charge les frais de droits d'auteurs et de diffusion, auprès d'Unisono. L'ULB assurera le suivi administratif auprès d'Unisono.

Si la responsabilité de l'ULB devait être engagée par des tiers suite à une contestation ou une réclamation relative aux droits d'auteur sur les chansons ou films diffusés à l'occasion de l'exposition, l'ULB pourra se retourner contre la commune, qui en assumera l'entière responsabilité.

### **Article 13. Publication**

La commune se chargera de l'écriture, du graphisme et de l'impression de tout document (catalogue, flyer, etc) qui, après concertation avec l'ULB, sera mis à la disposition du public dans la Salle Allende.

L'ASBL s'assurera de conclure les conventions de licence ou de cession nécessaires à la réalisation de catalogues, flyers ou autres documents auprès des différents auteurs.

Si un catalogue est édité par la commune, l'ULB en recevra gracieusement 20 exemplaires.

Aucune publication ne sera mise en vente dans la Salle Allende.

#### **Article 14. Modalités de fin du contrat et résiliation**

Les parties peuvent décider à l'amiable de mettre fin à la convention. La convention cessera dès lors ses effets de plein droit, sans indemnité ni préavis, à la condition que cet accord soit constaté par écrit.

Chacune des parties peut résilier la présente convention moyennant un préavis de 3 mois à compter du jour de la notification par lettre recommandée. La convention cessera dès lors ses effets de plein droit, sans qu'aucune indemnité ne soit due.

La présente convention pourra être résiliée par l'ULB, sans préavis ni indemnité, en cas de manquement par la commune à l'une de ses obligations. La convention cessera dès lors ses effets de plein droit à dater du jour de la notification d'un tel manquement par lettre recommandée.

#### **Article 15. Personnes de contact**

Les représentantes de l'ULB pour la présente convention sont :

Mme Aurélie ROUSSEAU  
Responsable de ULB Culture  
50, avenue F.D. Roosevelt - CP.166/02  
1050 Bruxelles  
Téléphone : +32 477/56.78.87  
[Aurelie.Rousseaux@ulb.be](mailto:Aurelie.Rousseaux@ulb.be)

Mme Alexia LIEVIN  
Chargée des expositions à ULB Culture  
50, avenue F.D. Roosevelt - CP.166/02  
1050 Bruxelles  
Téléphone : 0486 785 465  
[alexia.lievin@ulb.be](mailto:alexia.lievin@ulb.be)

La représentante de la commune est :

Mme Fabienne WULLUS  
Secrétaire de l'asbl Prix Louis Schmidt  
646, chaussée de Saint-Job  
1180 Bruxelles  
Téléphone : 0497 29 78 38  
[Fabienne.wullus@outlook.com](mailto:Fabienne.wullus@outlook.com)

La présente convention sera tacitement reconduite. Si l'une des parties désire modifier les termes de la présente convention, pour les années suivantes, les parties conviendront d'une nouvelle convention.

La convention est soumise au droit belge. Tout litige qui en résulterait est de la compétence des tribunaux francophones de Bruxelles.

Fait à Bruxelles, le ..... 2024, en trois exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant avoir reçu le sien.

Signatures :

Pour l'Université libre de Bruxelles,

Ahmed MEDHOUNE, Directeur du Département des services à la communauté

Pour la commune,

Colette NJOMGANG-FONKEU,

Echevine déléguée,

de la commune d'Etterbeek

Schmidt

Vincent DE WOLF,

Député-Bourgmestre

Président de l'asbl Prix Louis

**"Louis Schimdprijs" - Partnerschapsovereenkomst**

De gemeenteraad

Overwegende dat het comité van de Louis Schmidtprijs werd opgericht op 13 december 1949 als eerbetoon aan burgemeester Louis Schmidt, die het slachtoffer werd van het nazibewind en in gevangenschap overleed in Breslau;

Overwegende dat de Louis Schmidtprijs in 1950 werd opgericht met de bedoeling om kunstenaars jonger dan 45 jaar aan te moedigen door jaarlijks een prijs uit te reiken die afwisselend in het teken staat van schilderkunst en beeldhouwkunst;

Overwegende dat ieder jaar een tentoonstelling van de werken plaatsvindt in de Zaal Allende van de ULB;

Gelet op de wens van de gemeente Etterbeek en haar vzw "Prix Louis Schmidt" om de Louis Schmidtprijs te herlanceren in samenwerking met l'Université Libre de Bruxelles.

BESLIST om de samenwerkingsovereenkomst tussen de vzw « Louis Schmidtprijs en de ULB »

## **OVEREENKOMST IN HET KADER VAN DE TENTOONSTELLING VOOR DE**

### **"LOUIS SCHMIDTPRIJS"**

**Tussen:** De Université libre de Bruxelles, voorzien van een rechtspersoonlijkheid krachtens de wet van 12 augustus 1911, gewijzigd door de wet van 28 mei 1970 en door het decreet van 31 maart 2004, met ondernemingsnummer 0407.626.464, met hoofdzetel te Franklin Rooseveltlaan 50 te 1050 Brussel, vertegenwoordigd door Mr. Ahmed MEDHOUNE, hoofd van het Département des services à la communauté, Hierna "ULB" genoemd

**En:** De gemeente Etterbeek, voor de vzw "Prix Louis Schmidt", met ondernemingsnummer 0207.365.610, met hoofdzetel te Kazernenlaan 31/1 te 1040 Brussel, vertegenwoordigd door Mevr. Colette NJOMGANG-FONKEU, afgevaardigd schepen van de gemeente Etterbeek (colette.njomgang-fonkeu@etterbeek.brussels), bevoegd voor de Louis Schmidtprijs, en Mr. Vincent DE WOLF, gedeputeerde-burgemeester van de gemeente Etterbeek en voorzitter van de vzw Prix Louis Schmidt (02/627.21.11, bourgemestre.dewolf@etterbeek.brussels), Hierna "de gemeente" genoemd.

### **WORDT GESTELD DAT:**

In het kader van haar activiteiten de ULB culturele evenementen bevordert door werken tentoon te stellen in haar ruimtes. Deze overeenkomst als doel heeft de rechten en plichten van de partijen betrokken bij de organisatie van de tweejaarlijks tentoonstelling Louis Schmidtprijs, georganiseerd door de gemeente Etterbeek en de vzw Prix Louis Schmidt, vast te leggen. De tentoonstelling Louis Schmidtprijs een tweejaarlijkse tentoonstelling is, die afwisselend gewijd wordt aan schilderkunst, beeldhouwkunst of drukkunst. Andere media kunnen overwogen worden. Er vanuit gegaan wordt dat het de dienst "ULB Culture" is die de verplichtingen zal nakomen die de ULB ondertekend heeft. De hieronder vermelde vertegenwoordigers van de dienst worden daardoor de gesprekspartners van de vzw Prix Louis Schmidt, behalve bij contra-indicatie tijdens de uitvoering.

### **WORDT OVEREENGEKOMEN DAT:**

#### **Artikel 1. Voorwerp van deze overeenkomst**

Deze overeenkomst is een kaderovereenkomst van toepassing op de editie van 2025 van de tentoonstelling Louis Schmidtprijs, maar ook de volgende edities, onder voorbehoud van de ontbinding van de overeenkomst (zie artikel 14 hieronder) of een andersluidende overeenkomst tussen de partijen. Volgens de voorwaarden en modaliteiten vastgelegd in deze overeenkomst, verbindt de ULB zich ertoe de werken van de Louis Schmidtprijs gratis tentoon te stellen in de Zaal Allende, te Paul Hégerlaan 22-24 (gebouw F1) te 1000 Brussel en dit gedurende de overeengekomen periode, tijdens de openingsuren van de zaal. De openingsuren van de Zaal Allende zijn de volgende: Van dinsdag tot vrijdag: van 12 uur tot 18 uur Een zaterdag per week: van 12 uur tot 18 uur De gemeente selecteert de werken die tentoon gesteld worden in de Zaal Allende. De vzw Prix Louis Schmidt wijst dus gratis een niet-exclusieve licentie toe, beperkt tot België, van de communicatierechten voor het publiek van de werken in het kader van de bovenvermelde tentoonstelling (enkel geldig tijdens de ganse duur van elke tentoonstelling). De vzw verzekert dat zij

het heft in handen neemt om deze licentie toe te wijzen en dat zij de nodige licenties en overdrachtsovereenkomsten met de verschillende rechtsvoorgangers heeft gesloten.

### **Artikel 2. Verduidelijkingen voor de editie van 2025 en volgende**

De editie 2025 wordt voorgesteld van 16 januari tot 20 februari 2025. De vernissage en de prijsuitreiking zullen voor de editie van 2025 plaatsvinden op 16 januari 2025 van 18 tot 21.30 uur. De volgende edities zullen plaatsvinden tussen half januari en eind februari; behalve bij andersluidend akkoord overeengekomen tussen de partijen.

### **Artikel 3. Levering en opbouw van de tentoonstelling**

De verpakking, het transport en de opbouw van de werken vallen onder de verantwoordelijkheid van de partners of de kunstenaars. De ULB kan niet verantwoordelijk gesteld worden voor iedere willekeurige beschadiging aan de werken tijdens de verpakking, het transport ervan of tijdens de opbouw van de tentoonstelling (zie ook artikel 11 hieronder). De werken tentoongesteld in de Zaal Allende moeten voldoen aan de veiligheidsnormen van de IDPBW van de ULB. De ULB behoudt zich het recht voor om ieder werk dat niet aan de veiligheidsvoorwaarden van de ULB voldoet, niet tentoon te stellen. De gemeente zal de voorschriften overlopen met de kunstenaars zodat de werken op de afgesproken datum geleverd kunnen worden. Voor de editie van 2025 moeten de werken geleverd worden op 7 januari 2025, tussen 9 uur en 17 uur. De opbouw gebeurt de volgende dagen. Voor de editie van 2025 vindt de opbouw plaats op 9, 10, 13, 14 en 15 januari, van 10 tot 16 uur.

De ULB bewaakt de opbouw. ULB Culture duidt twee van haar personeelsleden aan voor de opbouw van de tentoonstelling. De gemeente stelt het nodige personeel aan voor de opbouw van de tentoonstelling (minstens twee personen). De gemeente blijft de werkgever en behoudt het werkgeversgezag over het personeel aangesteld voor de uitvoering van deze overeenkomst, behalve voor de voorschriften uitgegeven door de ULB of de diensten van de universiteit (IDPBW, algemene bewaking, ...) wat betreft de veiligheids- en gezondheidsmaatregelen op het werk die van toepassing zijn op de sites van de ULB waar dit personeel het werk zal uitvoeren. 30 dagen voor de opbouw van de tentoonstelling deelt de gemeente een overzicht van de verwachte werken met de gegevens van de kunstenaars, de titel, de afmetingen en de waarde van de te tentoon te stellen werken mee aan de ULB. Op de dag van de levering ondertekent de gemeente een ontvangstbewijs waarop het geleverde werk, de waarde en de staat ervan vermeld staan. Indien nodig voorziet de gemeente een ophangstelsel in overeenstemming met de Zaal Allende voor ieder werk.

### **Artikel 4. Scenografie**

De ULB voorziet de scenografie en houdt rekening met de voorschriften uitgegeven door de diensten van de ULB (IDPBW, algemene bewaking, ...). De scenografie houdt rekening met de adviezen van de partners en de kunstenaars. Na overleg krijgt ULB de eindkeuze voor de scenografie van de tentoonstelling. Indien afdrucken, kaders of specifiek materiaal nodig blijken, vallen zij ten laste van de kunstenaars of partners, die er de eigenaar van blijven tijdens de tentoonstelling. Na overleg met de gemeente is het de ULB die de finale keuze maakt van de teksten, bijschriften en layouts die getoond zullen worden in de Zaal Allende. Het drukwerk van de teksten, bijschriften, titels en colofons dat uitgevoerd moet worden, zal ten laste vallen van de ULB, die er de eigenaar van blijft tijdens de tentoonstelling.

### **Artikel 5. Materiaal en audio-/videomateriaal**

Indien nodig zal de ULB de volgende materialen kosteloos ter beschikking stellen aan de partners: -25 witte sokkels -4 projectors (USB) -5 schermen van 10" en 3 schermen van 22" (USB) De kosten voor ieder ander materiaal (aankoop, huur...) vallen ten laste van de partners.

### **Artikel 6. Jury en vernissage**

De jury komt bijeen en kiest de winnaar van de Louis Schmidt prijs. De jury bestaat uit twee vertegenwoordigers van de ULB: het diensthoofd van de dienst ULB Culture en de verantwoordelijke tentoonstellingen. De stemming gebeurt met meerderheid. Tijdens de vernissage voorziet de gemeente de catering en zal er financieel voor instaan, volgens de volgende afspraken: -Personeel: 01

toezichthoudero3 bedienerso1 persoon in de zaalDe gemeente zal het nodige materiaal (tafels, statafels, tafellakens, decoratie en koelkasten, verlengkabels en stekkerdozen) en voldoende drankjes en hapjes voorzien (schatting: 500 personen).

### **Artikel 7. Prijsuitreiking**

Op de avond van de vernissage reiken de gemeente en ULB, of de vertegenwoordiger, samen de prijs uit die voorzien werd door de gemeente: een bedrag van 5.000 euro.De gemeente staat in voor de financiële kant van de prijsuitreiking.

### **Artikel 8. Bewaking**

De ULB verzekert het dagelijks beheer en bewaking van de Zaal Allende en staat er financieel voor in, volgens de uren hernomen in artikel 1.Indien de gemeente wil dat de Zaal Allende ook toegankelijk is voor avondopeningen dan moet minstens 10 openingsdagen op voorhand een aanvraag ingediend worden bij de ULB. De ULB is niet verplicht op zo'n aanvraag in te gaan. Indien de ULB akkoord gaat met avondopeningen, worden zij georganiseerd door de ULB. Toch zullen de bewakingskosten ten laste van de gemeente vallen.

### **Artikel 9. Afbraak**

De tentoonstelling wordt afgebroken in de twee dagen na het einde van de tentoonstelling (behalve op zondag), van 10 uur tot 17 uur. Al het materiaal van de tentoonstelling wordt uit de zaal gehaald. De gemeente neemt de werken die niet opgehaald werden door de kunstenaars, weer mee.De afbraak gebeurt onder toezicht van ULB. De gemeente stelt het nodige personeel aan voor de afbraak van de tentoonstelling (minstens drie personen). De gemeente blijft de werkgever en behoudt het werkgeversgezag ten opzichte van het personeel aangesteld voor de uitvoering van deze overeenkomst, behalve voor de voorschriften uitgegeven door ULB of de diensten van de universiteit (IDPBW, algemene bewaking, ...) wat betreft de veiligheids- en gezondheidsmaatregelen op het werk die van toepassing zijn op de sites van de ULB waar dit personeel het werk zal uitvoeren.De gemeente draagt de volledige verantwoordelijkheid voor de afbraak, de verpakking en het transport van de werken. De ULB kan niet verantwoordelijk gesteld worden voor iedere willekeurigebeschadiging aan de werken tijdens de afbraak, de verpakking of het transport van de werken (zie ook artikel 11 hieronder).

### **Artikel 10. CommunicatieGrafische vormgeving:**

De partijen wensen de grafische vormgeving (affiche en uitnodiging) toe te vertrouwen aan de diensten van de gemeente Etterbeek.Ermeek rekening houdend dat:-de vermeldingen in verband met het grafisch charter van de ULB en de sponsors van ULB Culture overal vermeld moeten worden;-alle grafische projecten op voorhand voorgelegd moeten worden aan ULB voor akkoord.Drukwerk:De diensten van de gemeente Etterbeek staan in voor het drukwerk.De ULB krijgt 150 affiches (waarvan 100 tot A4 geplooid) en 500 uitnodigingen. De affiches en uitnodigingen die hierboven vermeld worden, worden ten laatste 6 weken voor de vernissage opgestuurd naar de ULB.Promotie en verspreiding:De gemeente staat in voor de eigen verspreiding.De ULB verbindt zich ertoe de tentoonstelling Louis Schmidtprijs volgens de onderstaande modaliteiten te promoten:Verspreiding van 150 affiches en 500 uitnodigingen:-uitnodigingen: aan het netwerk van ULB Culture (de andere uitnodigingen worden elektronisch rondgestuurd)-affiches: op de campussen Solbosch, Plaine en Erasme.De gemeente Etterbeek schrijft het perscommuniqué en legt het op voorhand voor aan de ULB voor akkoord.De ULB zal het perscommuniqué versturen naar:-de algemene pers, via de dienst Communicatie van het Departement Communicatie en externe relaties van de ULB;-de culturele pers.De gemeente Etterbeek verstuurt het perscommuniqué ook naar haar perscontacten.Websites en sociale media:ULB Culture en haar partners zullen de tentoonstelling vermelden op hun websites en sociale media-kanalen.

Elektronische uitnodiging:ULB Culture zal een elektronische uitnodiging versturen naar:-de mailinglijst-de gemeente Etterbeek, die instaat voor de eigen verspreiding.

### **Artikel 11. Verantwoordelijkheden en verzekeringIn**

geen enkel geval kan de ULB verantwoordelijk gesteld worden voor:-eender welke beschadiging, diefstal of verlies van een werk tijdens de opstelling, afbraak, verpakking of transport van de werken;-lichte toevallige fouten veroorzaakt door het personeel;-ieder evenement gelinkt aan een geval van overmacht.De ULB verbindt zich ertoe een verzekering af te sluiten die iedere schade aan de werken ter gelegenheid van de tentoonstelling dekt (verlies, diefstal en beschadiging) voor een bedrag gelijk aan de totale waarde van de werken.De gemeente verbindt zich ertoe ten laatste 10 werkdagen voor de vernissage de lijst van werken voor de tentoonstelling uit te sturen. Deze lijst moet een nauwkeurige omschrijving van de werken bevatten: titel, afmetingen, jaar, materialen en te verzekeren waarde. Indien de gemeente de vermelde informatieplichting niet nakomt, kan de ULB dat wettelijk zien als een verzekering die niet afgesloten werd.Deze verzekering dekt de volledige periode tussen het moment dat de kunstenaars hun werken leveren en zij of de gemeente ze weer ophalen, ofwel ten vroegste de eerste dag van bewaring en ten laatste de dag dat de kunstenaars of de gemeente de werken terug overnemen.De agenda of backwards planning zullen met wederzijds akkoord bepaald worden.

#### **Artikel 12. Muziek en film**

Indien de gemeente (of de kunstenaars) graag muziek afspeelt en/of een film vertoont in de Zaal Allende tijdens de tentoonstelling, dan verbindt de gemeente zich ertoe de kosten voor het auteurs- en verspreidingsrecht bij Unisono op zich te nemen. De ULB zorgt dan voor de administratieve opvolging bij Unisono.Als de ULB door derden aansprakelijk gesteld wordt ten gevolge van een geschil of een vordering met betrekking tot de auteursrechten van de liedjes of films die op de tentoonstelling gespeeld worden, kan de ULB de gemeente aanspreken, die de volledige verantwoordelijkheid ervoor op zich zal nemen.

#### **Artikel 13. Publicatie**

De gemeente zal instaan voor de redactie, grafische vormgeving en drukwerk van ieder document (catalogus, flyer, enz.) dat, na overleg met de ULB, ter beschikking gesteld wordt aan het publiek in de Zaal Allende.De vzw zal de nodige licenties of overdrachtsovereenkomsten afsluiten voor de uitwerking van de catalogussen, de flyers of andere documenten bij de verschillende auteurs.Indien de gemeente een catalogus opstelt, krijg de ULB 20 exemplaren gratis.Er zal geen publicatie verkocht worden in de Zaal Allende.

#### **Artikel 14. Beëindiging van de overeenkomst en ontbinding**

De partijen kunnen in onderling overleg overeenkom om de overeenkomst te beëindigen. De overeenkomst stopt vanaf dan van rechtswege, zonder schadevergoeding of voorafgaande aankondiging, op voorwaarde dat het akkoord schriftelijk vastgelegd werd.Elke partij kan deze overeenkomst ontbinden aan de hand van een voorafgaande aankondiging 3 maanden na de betekening per aangetekend schrijven. De overeenkomst stopt vanaf dan van rechtswege, zonder schadevergoeding.Deze overeenkomst kan ook ontbonden worden door de ULB, zonder voorafgaande aankondiging of vergoeding, in het geval de gemeente een van de verplichtingen niet nakomt. De overeenkomst stopt vanaf de dag van de betekening van het niet-nakomen per aangetekend schrijven.

#### **Artikel 15. Contactpersonen**

De vertegenwoordigers van de ULB voor deze overeenkomst zijn:Mevr. Aurélie ROUSSEAU  
Verantwoordelijke ULB Culture Franklin Rooseveltlaan 50 – CP.166/02 1050 Brussel  
Telefoonnummer: +32 477/56.78.87 Aurelie.Rousseaux@ulb.be  
Mevr. Alexia LIEVIN  
Verantwoordelijke tentoonstelling bij ULB Culture Franklin Rooseveltlaan 50 – CP.166/02 1050  
Brussel Telefoonnummer: 0486 785 465 alexia.lievin@ulb.be  
De vertegenwoordigster van de gemeente is:Mevr. Fabienne WULLUS  
Secretaris van de vzw Prix Louis Schmidt Sint-Jobsesteenweg 646 1180 Brussel  
Telefoonnummer : 0497 29 78 38 Fabienne.wullus@outlook.com  
Deze overeenkomst zal stilzwijgend verlengd worden. Indien een van de partijen de voorwaarden van deze overeenkomst wenst aan te passen, voor de komende jaren, zullen de partijen een nieuwe

overeenkomst sluiten. De overeenkomst valt onder het Belgisch recht. Ieder geschil dat eruit voortvloeit valt onder de bevoegdheid van de Franstalige rechtbanken van Brussel.

Opgemaakt te Brussel, ..... 2024, in drie originele exemplaren, waarbij iedere partij erkent er een gekregen te hebben. Handtekeningen: Voor Université libre de Bruxelles, Ahmed MEDHOUNE, Hoofd van het Département des services à la communauté

Voor de gemeente, Colette NJOMGANG-FONKEU, Afgevaardigde schepen, van de gemeente Etterbeek  
Vincent DE WOLF, Gedeputeerde-burgemeester, Voorzitter van de vzw Prix Louis Schmidt

## **Travaux publics et voiries - Openbare werken en Wegen**

### **13 Enlèvement et gardiennage des véhicules - Règlement - Adoption**

Le Conseil communal,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 119 et 135 § 2 ;

Vu la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales ;

Vu l'Ordonnance du 27 juillet 1993 relative aux règlements complémentaires sur la police de la circulation routière ;

Vu l'Arrêté du 16 mai 2019 relatif aux véhicules gênants et à la réglementation du stationnement dans la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu le Code la Route, notamment l'article 4.1 ;

Vu le Règlement Général de Police commun aux dix-neuf Communes bruxelloises ;

Considérant les questions récurrentes des frais de dépannage ainsi que de gardiennage de véhicules consécutifs au dépannage administratif, soit un dépannage effectué à la demande de l'Administration communale et sans constat d'infraction ;

Considérant qu'aucune base légale ou réglementaire concernant le dépannage et l'entreposage de véhicules n'existe actuellement en la matière ;

Considérant qu'il était donc impératif d'élaborer un règlement formel couvrant cette problématique ;

Considérant qu'en cas de dépannage administratif, il est incompréhensible que le propriétaire du véhicule doive supporter des frais de gardiennage, alors qu'aucune infraction n'a été constatée, qu'aucune sanction administrative n'a été imposée, et que les frais d'enlèvement du véhicule sont finalement pris en charge par la commune ;

DECIDE d'adopter le RÈGLEMENT SUR L'ENLÈVEMENT ET LE GARDIENNAGE DES VÉHICULES tel que repris ci-après :

RÈGLEMENT SUR L'ENLÈVEMENT ET LE GARDIENNAGE DES VÉHICULES
--

## Article 1 - Objet

Ce règlement définit les conditions et modalités relatives à l'enlèvement et au gardiennage des véhicules sur le territoire de la Commune d'Etterbeek, afin de promouvoir la sécurité, la fluidité de la circulation et l'utilisation équitable de l'espace public.

## Article 2 - Principes généraux du stationnement

L'usage de l'espace public pour le stationnement est considéré comme un privilège temporaire, non comme un droit absolu de monopolisation. Son utilisation doit respecter les règles établies par le présent règlement, le Code de la route, ainsi que toute autre réglementation applicable, garantissant ainsi un accès équitable et la sécurité pour tous les usagers de la route.

Les propriétaires de véhicules garés sur la voirie doivent être prêts à déplacer leurs véhicules à la première demande des autorités. Si l'automobiliste refuse de se conformer à cette demande, le véhicule peut être enlevé aux frais, risques et périls du propriétaire. Avant tout enlèvement, les forces de l'ordre s'efforceront, dans la mesure du possible, de contacter les propriétaires des véhicules.

## Article 3 - Enlèvement des véhicules

La Commune est autorisée à procéder à l'enlèvement de véhicules, notamment dans les cas suivants :

- a. Stationnés en violation du Code de la route ou d'autres réglementations.
- b. Constituant un danger immédiat pour la sécurité publique ou gênant sans nécessité les autres usagers.
- c. Bloquant l'accès aux services d'urgence ou entravant la circulation.

## Article 4 - Frais d'enlèvement

Dans le cas où le titulaire de l'immatriculation du véhicule peut justifier de la validité de son stationnement préalablement à son dépannage, il peut introduire une réclamation auprès du service des travaux publics de la Commune. La Commune examinera la réclamation et, si celle-ci est justifiée, prendra en charge les frais. En cas d'infraction, les frais sont à la charge du conducteur.

## Article 5 - Frais de gardiennage

Les frais de gardiennage sont à la charge exclusive du propriétaire du véhicule.

Par dérogation à l'alinéa 1er, en cas de dépannage administratif, la période pendant laquelle la Commune est responsable des frais de gardiennage est limitée à 24 heures après l'enlèvement. Au-delà, les frais sont entièrement à la charge du propriétaire, sauf en cas de circonstances exceptionnelles prévues par la loi, comme un motif médical urgent, justifiées par des documents officiels.

## Article 6 - Modification et déplacement des panneaux de signalisation

Les usagers doivent respecter la signalisation en place.

La Commune décline toute responsabilité pour les conséquences liées au déplacement non autorisé ou à la modification des panneaux de signalisation par des tiers.

### **Verwijdering en bewaking van voertuigen - Reglement - Aanname**

De gemeenteraad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, in het bijzonder de artikels 119 en 135 § 2;

Gelet op de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties;

Gelet op de ordonnantie van 27 april 1993 betreffende de aanvullende reglementen op het wegverkeer;

Gelet op het besluit van 16 mei 2019 betreffende hinderlijke voertuigen en de parkeerreglementering in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de wegcode, in het bijzonder artikel 4.1;

Gelet op het Gemeenschappelijk Algemeen Politiereglement van de negentien Brusselse gemeenten;

Gelet op de terugkerende vragen over de takel- en bewakingskosten als gevolg van de administratieve takeling, of een takeling uitgevoerd op vraag van het gemeentebestuur en zonder vaststelling van de inbreuk;

Overwegende dat er momenteel geen enkele wettelijke of reglementaire basis bestaat betreffende de takeling en de bewaking van voertuigen;

Overwegende dat het dus noodzakelijk was een formeel reglement op te stellen dat deze problematiek behandelt;

Overwegende dat in het geval van administratieve takeling het onbegrijpelijk is dat de eigenaar van het voertuig de bewakingskosten moet betalen, terwijl geen enkele inbreuk werd vastgesteld, geen enkele administratieve sanctie werd opgelegd, en dat de kosten van de takeling uiteindelijk ten laste van de gemeente vallen;

BESLIST om HET REGLEMENT OVER DE VERWIJDERING EN BEWAKING VAN VOERTUIGEN zoals hierna hernomen, aan te nemen:

#### HET REGLEMENT OVER DE VERWIJDERING EN BEWAKING VAN VOERTUIGEN

##### Artikel 1 – Voorwerp

Dit reglement beschrijft de voorwaarden en modaliteiten betreffende de verwijdering en bewaking van voertuigen op het grondgebied van de gemeente Etterbeek, om de veiligheid, de vlotheid van het verkeer en het rechtvaardig gebruik van de openbare ruimte te bevorderen.

## Artikel 2 – Algemene parkeerprincipes

Het gebruik van de openbare ruimte voor parkeren wordt beschouwd als een tijdelijk voorrecht, niet als een absoluut recht. Het gebruik moet de regels respecteren die werden opgesteld in dit reglement, de Wegcode, en iedere andere toepasselijke reglementering, en een rechtvaardige toegang en veiligheid voor alle weggebruikers garanderen.

De eigenaars van voertuigen geparkeerd op de openbare weg moeten bereid zijn hun voertuig te verzetten bij de eerste vraag van de autoriteiten. Indien de automobilist weigert gehoor te geven aan deze vraag, kan het voertuig verwijderd worden op kosten en risico van de eigenaar. De ordediensten zullen hun best doen, in de mate van het mogelijke, eerst de eigenaars van het voertuig te contacteren alvorens het voertuig te laten verwijderen.

## Artikel 3 - Verwijdering van de voertuigen

De gemeente is bevoegd de voertuigen, in het bijzonder in de volgende gevallen, te verwijderen die:

- a. In overtreding van de Wegcode of andere reglementeringen geparkeerd staan.
- b. Een onmiddellijk gevaar vormen voor de openbare veiligheid of de andere weggebruikers onnodig hinderen.
- c. De toegang tot de hulpdiensten blokkeren of het verkeer verhinderen.

## Artikel 4 - Verwijderingskosten

Indien de eigenaar van het voertuig kan bewijzen dat het voertuig voor de verwijdering wettelijk geparkeerd stond, kan hij/zij klacht indienen bij de dienst Openbare Werken van de gemeente. De gemeente zal de klacht onderzoeken en, als ze gerechtvaardigd is, de kosten op zich nemen. Indien het een inbreuk betreft, vallen de kosten ten laste van de eigenaar.

## Artikel 5 - Bewakingskosten

De bewakingskosten vallen volledig ten laste van de eigenaar van het voertuig.

In afwijking van lid 1, in het geval van een administratieve takeling, wordt de periode waarvoor de gemeente verantwoordelijk is voor de kosten beperkt tot 24 uur na de verwijdering. Daarna vallen de kosten volledig ten laste van de eigenaar, behalve in uitzonderlijke gevallen voorzien in de wet, zoals een medisch spoedgeval, gerechtvaardigd door officiële documenten.

## Artikel 6 – Wijziging en verplaatsing van verkeersborden

De gebruikers moeten de geldende verkeersborden respecteren.

De gemeente wijst iedere vorm van verantwoordelijkheid af voor de gevolgen in verband met de onwettige verplaatsing of aanpassing van verkeersborden door derden.

## Garage communal - Gemeentelijke garage

### 14 **Mise à disposition d'un bus communal (aller/retour) à l'ASBL URBAN STEP et KOM le 28 décembre 2024 en vue de se rendre à Plopsaland à 8660 La Panne.**

Le Conseil communal,

Vu qu'il s'agit de la quatrième demande cette année;

Considérant la demande de mise à disposition d'un bus communal (aller-retour) à l'ASBL URBAN STEP et KOM le 28 décembre 2024 en vue de se rendre à Plopsaland à 8660 La Panne ;

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que l'ASBL URBAN STEP et KOM justifie sa non-utilisation des transports en commun par le fait que le transport concerne des personnes âgées semi-valide ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

Décide d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et l'ASBL URBAN STEP et KOM.

#### **Entre l'Administration Communale d'Etterbeek**

Avenue des Casernes 31/1  
1040 Etterbeek

#### **Et l'ASBL URBAN STEP et KOM**

Rue Général Fivé 18/10  
1040 Etterbeek  
Dit « le transporteur pour compte propre ».

#### **Il est convenu ce qui suit :**

##### Article 1 – Objet

La présente convention concerne la mise à disposition d'un bus communal destinée à transporter (aller et retour) un groupe de maximum 25 personnes, faisant partie du public de l'ASBL URBAN STEP et KOM, entre Etterbeek et La Panne.

Un chauffeur est également mis à disposition de l'ASBL URBAN STEP et KOM.

##### Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport

L'ASBL URBAN STEP et KOM intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage.

L'Administration communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

##### Article 3 – Obligation de l'ASBL URBAN STEP et KOM

L'ASBL URBAN STEP et KOM s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil,

et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006.

#### Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration communale d'Etterbeek

Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration Communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

#### Article 5 – Etat des lieux de sortie

Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration communale d'Etterbeek prendra fin, l'ASBL URBAN STEP et KOM devra le remettre dans l'état où il l'a reçue, munie de tous les documents et clefs nécessaires.

Elle s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résulteraient pas d'une usure « normale » de la voiture. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

#### Article 6 – Vol du bus communal

En cas de vol du bus, l'ASBL URBAN STEP et KOM est tenue de remplir une déclaration à la police. Il adressera une copie du procès-verbal à l'administration communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

#### Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition

L'Administration communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.

L'ASBL URBAN STEP et KOM est tenue de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.

En cas d'accident ou de dommages, l'URBAN STEP et KOM est tenue de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration Communale d'Etterbeek.

Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un dol, à une faute lourde ou légère habituelle de l'ASBL URBAN STEP et KOM ou d'un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration communale d'Etterbeek.

#### Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport prévu à l'article 1

L'ASBL URBAN STEP et KOM est seule responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. elle prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration communale d'Etterbeek.

#### Article 9 – Frais de lavage et de parking

Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.

Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.

La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un.

**Terbeschikkingstelling van een gemeentebus (heen- en terugrit) voor VZW URBAN STEP en KOI op 28 december 2024 naar Popsaland aan 8660 De Panne te gaan.**

De Gemeenteraad,

Overwegende dat het over de vierde aanvraag gaat dit jaar;

Overwegende dat de vzw URBAN STEP en KOM vraagt om te beschikken over een gemeentebus (heen- en terugrit) op 28 december 2024 om naar Popslaland aan 8660 De Panne te gaan;

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar;

Overwegende dat de vzw URBAN STEP en KOM het feit dat zij geen gebruikmaakt van het openbaar vervoer rechtvaardigt met het feit dat het over semivalide personen gaat;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden;

BESLIST om de voorwaarden van de hierna volgende overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en de vzw URBAN STEP en KOM goed te keuren.

### **Tussen het gemeentebestuur van Etterbeek**

Kazernenlaan 31/1  
1040 Etterbeek

### **En de vzw URBAN STEP en KOM**

Generaal Fivéstraat 18/10  
1040 Etterbeek  
de zogenaamde “vervoerder voor eigen rekening”

### **wordt overeengekomen wat volgt:**

#### Artikel 1 – Onderwerp

Deze overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van een gemeentebus voor het vervoer (heen- en terugrit) van een groep van maximaal 25 personen, die deel uitmaken van het publiek van vzw URBAN STEP en KOM, tussen Etterbeek en de gemeente De Panne.  
Er wordt ook een chauffeur ter beschikking gesteld van de vzw URBAN STEP en KOM.

#### Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer

De vzw URBAN STEP en KOM komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van deze reis.  
Het gemeentebestuur van Etterbeek treedt in geen geval op als vervoerder.

#### Artikel 3 – Verplichtingen van de vzw URBAN STEP en KOM

De vzw URBAN STEP en KOM verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

#### Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek

Bij de inbezitneming van het voertuig van het gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

#### Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek

Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, zal de vzw URBAN STEP en KOM de bus teruggeven in de staat waarin zij die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.

Ze verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit “normale” slijtage van het voertuig voor zijn rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

#### Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus

Als de bus gestolen wordt, moet de vzw URBAN STEP en KOM aangifte doen bij de politie. Ze bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

#### Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling

Het gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.

De vzw URBAN STEP en KOM moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.

In geval van een ongeval of schade moet de vzw URBAN STEP en KOM de nodige formaliteiten vervullen en het gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van de vzw URBAN STEP en KOM of een van haar leden dan neemt de vereniging het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het gemeentebestuur van Etterbeek.

#### Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1

De vzw URBAN STEP en KOM is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Zij neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

#### Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking

De vervoerder voor eigen rekening houdt het voertuig schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening.

De parkingkosten zijn ten laste van de vervoerder voor eigen rekening.

Deze overeenkomst wordt opgesteld in twee originele exemplaren waarbij elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

*1 annexe / 1 bijlage*

*Réservation 28 décembre plopsaland de panne.msg*

